

Avis officiels

Cour d'arbitrage
Arrêt n° 59/99 du 26 mai 1999, p. 34083.

Urteil Nr. 59/99 vom 26. Mai 1999, S. 34089.

Officiële berichten

Arbitragehof
Arrest nr. 59/99 van 26 mei 1999, bl. 34076.

Schiedshof

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 2975 [99/21311]

4 MAI 1999. — Loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande relatif à la guidance et au traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77, alinéa premier, 10°, de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande relatif à la guidance et au traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel, conclu à Bruxelles le 8 octobre 1998, annexé à la présente loi.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1-1166/1. — Rapport, n° 1-1166/2. — Texte adopté par la commission, n° 1-1166/3.

Annales parlementaires. — Séance du 25 mars 1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 2103/1. — Rapport, n° 2103/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 2103/3.

Annales parlementaires. — Séances des 27 et 28 avril 1999.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 2975 [99/21311]

4 MEI 1999. — Wet houdende instemming tot het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77, eerste lid, 10°, van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik, gesloten te Brussel op 8 oktober 1998, gevoegd bij deze wet.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Senaat.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1-1166/1. — Verslag, nr. 1-1166/2. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1166/3.

Parlementaire handelingen. — Vergadering van 25 maart 1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 2103/1. — Verslag, nr. 2103/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 2103/3.

Parlementaire handelingen. — Vergaderingen van 27 en 28 april 1999.

Accord de coopération relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

Exposé des motifs

L'objectif général du Ministre de la Justice est de faire respecter et d'appliquer la loi, de prévenir la récidive (= prévention tertiaire ou éviter qu'il y ait de nouvelles victimes) et de promouvoir la (ré)insertion du délinquant sexuel dans la société tout en évitant autant que possible la stigmatisation.

L'objectif général de la Communauté flamande est de promouvoir le bien-être, la santé et l'épanouissement harmonieux des personnes et d'éviter qu'il y soit porté atteinte.

Cet accord de coopération se fonde sur une concertation, un partenariat et un consensus à propos du groupe-cible, de l'organisation, de la méthode des moyens et du financement. Cette coopération tient compte de la répartition des tâches en fonction des compétences spécifiques des parties concernées.

La coopération vise en particulier l'application de la loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs. Aux termes de cette loi, l'avis d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels est requis avant toute décision de libération conditionnelle d'un condamné ou la libération à l'essai d'un interné. La libération conditionnelle du condamné est soumise à l'obligation de suivre une guidance ou un traitement dont la décision de libération détermine les modalités et la durée.

Ces dispositions légales sont inscrites dans la loi du 5 mars 1998 relative à la Libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964, dont le Roi fixera la date d'entrée en vigueur.

L'esprit de cet accord de coopération est également applicable mutadis mutandis à d'autres délinquants (1) pour lesquels une guidance ou un traitement adapté est recommandé. Le Ministre de la Justice et les Ministres flamand compétents pour la santé et pour l'aide aux personnes s'efforcent de développer cette coopération en faveur de ce groupe cible. Pour ce faire, la Communauté flamande va créer des équipes qui se spécialiseront notamment dans la guidance et le traitement psycho-social des délinquants sexuels. Cette collaboration rejoint l'accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande en matière d'aide sociale aux justiciables en vue de leur réinsertion sociale : "Hulpverlening aan gedetineerden, Op nieuwe wegen..." conclu le 28 février 1994.

Article 2

On entend par auteur d'infractions à caractère sexuel toute personne ayant enfreint les articles 372 à 386ter inclus du Code pénal.

Aperçu des différents cadres légaux

1. La procédure de Libération conditionnelle des condamnés :

Le régime de Libération conditionnelle (LC) trouve actuellement son fondement dans la loi Lejeune de 1888. La perspective d'une LC, transition entre la privation de liberté et la libération, peut motiver le condamné à modifier son comportement.

Dans le cadre de la loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard de mineurs, l'obtention d'une LC requiert l'avis d'un service spécialisé. Cet avis est formulé par les équipes psychosociales pluridisciplinaires spécialisées des établissements pénitentiaires.

Le libéré conditionnel doit être également soumis à l'obligation de suivre une guidance ou un traitement.

L'article 3, § 3, 4° et l'article 4, § 5, alinéa 3 de la loi du 5 mars 1998 relative à la Libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964, qui a déjà été approuvée par le législateur, mais dont le Roi doit encore déterminer la date de l'entrée en vigueur, prévoient des obligations analogues.

La LC est un mode d'exécution de la peine soumis au contrôle d'un assistant de justice, fonctionnaire de la Direction générale de l'organisation judiciaire du ministère de la Justice et chargé de guider le libéré conditionnel et de veiller au respect des conditions imposées. Cet assistant de justice rédige régulièrement un rapport sur le déroulement de la guidance à l'intention des autorités compétentes qui décident de la LC et sont chargées du suivi.

2. Procédure de libération des anormaux et délinquants d'habitude :

a) Les internés :

La loi de Défense sociale du 9 avril 1930, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964 sur la défense sociale, se fonde sur l'idée que les délinquants reconnus irresponsables de leurs actes doivent être soignés plutôt que punis. Cette loi poursuit également un objectif de protection aussi efficace que possible de la société.

La procédure de libération dont bénéficient la plupart des internés est celle de la libération à l'essai. Cette décision est prise par la Commission de défense sociale composée de trois membres : un magistrat actif ou émérite exerçant la présidence, un avocat et un médecin. Le Procureur du Roi assiste à la réunion avec voix consultative. Cette Commission décide de la libération à l'essai et en fixe les conditions.

La loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard de mineurs exige qu'un avis soit donné par un service spécialisé dans la guidance ou le traitement. Cet avis est formulé par les équipes psychosociales spécialisées au sein des établissements pénitentiaires ou de Défense sociale.

Aux termes notamment de l'article 20 de la loi du 1^{er} juillet 1964, la libération à l'essai doit être assortie d'une tutelle médicale et sociale. La tutelle sociale est généralement assurée par un assistant de justice. La tutelle médicale est prise en charge par un thérapeute individuel, par un spécialiste, par un service de santé mentale ou par une section d'institution psychiatrique.

Par analogie avec la LC, la préparation et le suivi de la libération à l'essai sont assurés par un assistant de Justice, mais celui-ci fait directement rapport à la Commission de Défense sociale dont dépend l'intéressé.

b) Les condamnés mis à la disposition du gouvernement :

La loi du 5 mars 1998 relative à la Libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964, dont le Roi déterminera la date de l'entrée en vigueur, étend le nombre de possibilités de mise à disposition du gouvernement d'un condamné.

Cette extension vise les auteurs d'infraction à caractère sexuel.

Un auteur d'infraction à caractère sexuel à l'égard d'un mineur qui fait par ailleurs l'objet d'une mesure de mise à disposition du gouvernement ne peut être libéré par le Ministre de la Justice que sur avis spécialisé. En outre, la libération de l'intéressé peut être assortie de l'obligation de suivre une guidance ou un traitement auprès d'un service ou d'une personne désignée par le Ministre de la Justice.

3. Suspension et sursis probatoire :

En vertu de la loi du 29 juin 1964 et du 10 février 1994, le juge peut éviter de prononcer une peine d'emprisonnement effectif par le biais de la suspension du prononcé de la condamnation. Il peut également, en cas de condamnation, décider du sursis à l'exécution de la peine. Ces mesures peuvent s'accompagner de conditions particulières pour une période d'un à cinq ans (suspension et sursis probatoires).

A la requête de l'inculpé ou avec son accord, le magistrat peut faire procéder, par un assistant de justice appelé assistant de probation, à une enquête sociale sur son comportement et son milieu en vue de l'application éventuelle d'une mesure de suspension ou de sursis probatoire.

La LC est un mode d'exécution de la peine soumis au contrôle d'un assistant de justice, fonctionnaire de la Direction générale de l'organisation judiciaire du ministère de la Justice et chargé de guider le libéré conditionnel et de veiller au respect des conditions imposées. Cet assistant de justice rédige régulièrement un rapport sur le déroulement de la guidance à l'intention des autorités compétentes qui décident de la LC et sont chargées du suivi.

2. Procédure de libération des anormaux et délinquants d'habitude :

a) Les internés :

La loi de Défense sociale du 9 avril 1930, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964 sur la défense sociale, se fonde sur l'idée que les délinquants reconnus irresponsables de leurs actes doivent être soignés plutôt que punis. Cette loi poursuit également un objectif de protection aussi efficace que possible de la société.

La procédure de libération dont bénéficient la plupart des internés est celle de la libération à l'essai. Cette décision est prise par la Commission de défense sociale composée de trois membres : un magistrat actif ou émérite exerçant la présidence, un avocat et un médecin. Le Procureur du Roi assiste à la réunion avec voix consultative. Cette Commission décide de la libération à l'essai et en fixe les conditions.

La loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard de mineurs exige qu'un avis soit donné par un service spécialisé dans la guidance ou le traitement. Cet avis est formulé par les équipes psychosociales spécialisées au sein des établissements pénitentiaires ou de Défense sociale.

Aux termes notamment de l'article 20 de la loi du 1^{er} juillet 1964, la libération à l'essai doit être assortie d'une tutelle médicale et sociale. La tutelle sociale est généralement assurée par un assistant de justice. La tutelle médicale est prise en charge par un thérapeute individuel, par un spécialiste, par un service de santé mentale ou par une section d'institution psychiatrique.

Par analogie avec la LC, la préparation et le suivi de la libération à l'essai sont assurés par un assistant de Justice, mais celui-ci fait directement rapport à la Commission de Défense sociale dont dépend l'intéressé.

b) Les condamnés mis à la disposition du gouvernement :

La loi du 5 mars 1998 relative à la Libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964, dont le Roi déterminera la date de l'entrée en vigueur, étend le nombre de possibilités de mise à disposition du gouvernement d'un condamné.

Cette extension vise les auteurs d'infraction à caractère sexuel.

Un auteur d'infraction à caractère sexuel à l'égard d'un mineur qui fait par ailleurs l'objet d'une mesure de mise à disposition du gouvernement ne peut être libéré par le Ministre de la Justice que sur avis spécialisé. En outre, la libération de l'intéressé peut être assortie de l'obligation de suivre une guidance ou un traitement auprès d'un service ou d'une personne désignée par le Ministre de la Justice.

3. Suspension et sursis probatoire :

En vertu de la loi du 29 juin 1964 et du 10 février 1994, le juge peut éviter de prononcer une peine d'emprisonnement effectif par le biais de la suspension du prononcé de la condamnation. Il peut également, en cas de condamnation, décider du sursis à l'exécution de la peine. Ces mesures peuvent s'accompagner de conditions particulières pour une période d'un à cinq ans (suspension et sursis probatoires).

A la requête de l'inculpé ou avec son accord, le magistrat peut faire procéder, par un assistant de justice appelé assistant de probation, à une enquête sociale sur son comportement et son milieu en vue de l'application éventuelle d'une mesure de suspension ou de sursis probatoire.

La mesure de probation imposée par le juge est communiquée à la Commission de Probation du domicile de l'intéressé, qui veille à l'exécution de celle-ci. Il existe une Commission de Probation dans chaque arrondissement judiciaire, composée d'un président (magistrat du siège), d'un avocat et d'un fonctionnaire. Le Procureur du Roi assiste aux réunions avec voix consultative.

La Commission désigne l'assistant de probation qui veillera au suivi de la mesure et établira un rapport, au moins tous les trois mois, à son intention. La guidance sociale de l'assistant de probation est comparable à celle de l'assistant de justice dans le cadre de la LC.

4. Libéré sous conditions :

La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive habilite le juge d'instruction, dans les cas où la détention préventive peut être ordonnée ou maintenue, à mettre le prévenu en liberté, pour une durée de trois mois, en lui imposant de respecter une ou plusieurs conditions. Cette période d'essai peut être prolongée à une seule reprise et, le cas échéant, assortie de nouvelles conditions ou de conditions modifiées. Une des conditions peut être de suivre un traitement.

Lors du règlement de la procédure, la chambre du conseil peut décider de maintenir les conditions.

A l'issue de l'instruction judiciaire, le juge du fond saisi peut prolonger les conditions imposées pour une période maximale de trois mois, au plus tard jusqu'au jugement.

Les services de police ou l'assistant de justice du Service de travail social d'exécution de décisions judiciaires (Service des maisons de justice) veillent au respect des conditions.

5. Médiation pénale :

La médiation pénale (article 216ter du Code d'instruction criminelle) se situe entre un classement sans suite et la poursuite devant un tribunal pénal. Le Procureur du Roi peut proposer quatre types de mesure : la médiation entre l'auteur et la victime, le travail d'intérêt général, la formation et le traitement médical ou thérapeutique. Le présent accord de coopération concerne uniquement le traitement médical ou thérapeutique. Si l'auteur satisfait aux conditions imposées, le Procureur du Roi constate l'extinction de l'action publique pour les faits traités dans le cadre de cette procédure.

La mesure ne peut être un traitement médical ou thérapeutique que dans le cas où le lien entre la maladie et l'infraction est invoqué par l'auteur. Ce lien doit être établi par les personnes suivantes : le magistrat en charge de la médiation, le substitut du Procureur du Roi et l'assistant de médiation. Celui-ci essaie de situer la problématique et d'y sensibiliser l'auteur pour déterminer avec lui le traitement médical ou la guidance psychologique et sociale la mieux adaptée. Le Procureur du Roi dresse un procès-verbal de l'accord intervenu en présence de la personne concernée.

Au stade de l'exécution, on attend de l'auteur qu'il apporte à intervalles réguliers la preuve qu'il respecte les engagements qu'il a pris. L'assistant de justice veillera au respect des accords.

7. Libération provisoire des condamnés :

La libération provisoire pour des raisons d'opportunité est décidée par le Ministre de la Justice. Elle prévoit la suspension de l'exécution de la peine privative de liberté pour les motifs suivants :

- des raisons de santé : décision à caractère exceptionnel fondée sur des raisons humanitaires;
- en vue d'une libération conditionnelle : modalité de transition précédant une LC;

La longue procédure engagée lors d'une libération conditionnelle empêche qu'une décision rapide soit prise là où cela peut-être indiqué pour des raisons humanitaires ou là où une détention prolongée serait dommageable. D'ordinaire, la demande motivée de la direction suffit, après quoi une décision est prise. La libération conditionnelle est ensuite examinée et approuvée selon la procédure prescrite.

- en vue d'une libération conditionnelle : éloignement du pays.

Les étrangers qui doivent quitter la Belgique après avoir purgé leur peine sont, par analogie avec la réglementation de la libération conditionnelle et de la libération provisoire, libérés provisoirement en vue de l'éloignement du pays. S'ils rentrent encore en Belgique sans autorisation, la peine est alors de nouveau mise à exécution dans la mesure où elle n'est pas prescrite.

- libération provisoire (antérieurement : en vue d'une grâce).

Il s'agit d'une procédure plus souple que la LC qui date de 1972 et s'adresse aux condamnés dont les peines principales et subsidiaires n'excèdent pas trois ans. Ce type de libération peut être appliqué en l'absence de contre-indications et pour autant que les perspectives de réinsertion sociale soient suffisantes. Ces libérations sont décidées par le directeur de la prison, sans avis préalable du Parquet ou de la Commission administrative. Cette forme de libération provisoire a acquis un caractère quasi automatique et constitue la principale modalité de libération.

Pour les détenus condamnés à une peine de 1 à 3 ans du chef d'infraction à caractère sexuel sur des mineurs d'âge, la décision de libération provisoire interviendra au niveau de l'Administration Centrale (Service des Cas Individuels) sur base de l'avis de la direction et de l'équipe psychosociale de la prison. Cet avis comprend, entre autres, un plan de guidance psychologique et social répondant à la problématique du concerné ainsi qu'un plan de reclassement mis au point en collaboration avec l'assistant de Justice et les intervenants extrapénitentiaires.

Article 3

L'examen de personnalité pluridisciplinaire

Les équipes psychosociales, créées en 1971, se composent de psychiatres, de psychologues, d'assistants sociaux et d'un directeur d'établissement pénitentiaire (criminologue). Chaque prison dispose d'une telle équipe et leurs missions (voir circulaire 1629/XIII du 12 juillet 1994) sont multiples :

- identification des détenus pour lesquels il s'avère indiqué de procéder à une observation, à une guidance ou un traitement (compte tenu du passé psychiatrique, de la nature du délit...) et élaboration d'un plan de détention axé sur la réinsertion et donnant sens à la détention.

Si un traitement spécialisé s'impose ou si le détenu en fait la demande, il peut être fait appel à des professionnels extérieurs relevant de la compétence des Régions ou des Communautés.

- examens de personnalité et formulation d'avis, à l'attention des autorités compétentes, dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et de la libération en particulier. Ces évaluations relèvent d'une approche dynamique et pluridisciplinaire situant la problématique dans une perspective évolutive.

Les avis concernant les condamnés sont adressés au Ministre de la Justice. Dans le cadre des nouvelles lois sur la libération conditionnelle du 5 et 18 mars 1998, il s'agira d'adresser ces avis aux commissions de libération conditionnelle. Les avis se rapportant aux internés sont adressés aux commissions de défense sociale.

Le programme préthérapeutique intrapénitentiaire et la coopération avec les équipes spécialisées.

Les équipes psychosociales spécialisées sont chargées de collaborer à la mise en place d'un programme préthérapeutique intrapénitentiaire. La prison n'est pas un milieu thérapeutique et l'accompagnement intrapénitentiaire vise à préparer la guidance ou le traitement spécialisés extrapénitentiaires. Le programme préthérapeutique intrapénitentiaire vise avant tout la sensibilisation de l'auteur d'infraction à caractère sexuel à sa problématique, sa motivation au traitement et la préparation de sa libération. Il est important d'assurer cohérence et continuité avec le traitement psychologique et social extra-pénitentiaire, assuré par les équipes spécialisées des Communautés. Il conviendra dès lors d'impliquer celles-ci pour certains aspects de ce programme.

Article 4

Les assistants de justice chargés de la guidance et du contrôle des conditions sont dans la plupart des cas des fonctionnaires du Ministère de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire. La guidance dans le cadre de la médiation pénale (article 216ter du Code d'instruction criminelle) fait exception à cette règle : la guidance est assurée par les assistants de médiation, qui font partie de l'Ordre judiciaire.

Missions des assistants de justice

L'information visée à l'article 4, 1°, peut concerner les documents suivants : l'exposé des faits, l'extrait du casier judiciaire, l'enquête de moralité, l'expertise psychiatrique et les pièces du dossier judiciaire significatives, l'enquête de probation, les rapports d'experts, les rapports du service psychosocial de la prison et du service social chargé du suivi, la décision de libération anticipée ou de suspension ou sursis probatoire y compris les conditions imposées, l'accord de médiation.

Les équipes psychosociales spécialisées, l'assistant de justice et les équipes spécialisées se concertent afin de déterminer quelles informations nécessaires doivent être communiquées pour réaliser la guidance ou le traitement de la personne concernée.

Cette transmission d'informations ne porte pas atteinte aux compétences des autorités judiciaires. Le magistrat compétent peut par exemple estimer qu'un document bien déterminé ne peut pas être communiqué et il peut également communiquer directement certaines pièces à l'instance spécialisée ou permettre à celle-ci de les consulter.

La personne concernée est informée et a le droit de refuser la communication d'une information ou d'un document.

Si la procédure et le temps le permettent, la concertation préalable avec l'équipe spécialisée concernant la possibilité d'une guidance ou d'un traitement psychologique et social extrapénitentiaire est indiquée dans tous les cas qui relèvent des cadres légaux visés à l'article 2.

Lorsque cela concerne une personne bénéficiant d'une mesure de libération conditionnelle ou à l'essai, les missions mentionnées à l'article 4, points 1 et 2, peuvent également être exécutées par les équipes psychosociales des établissements pénitentiaires et des établissements de défense sociale.

Les assistants de justice prennent en charge les enquêtes et les guidances sociales, imposées par l'autorité compétente. Ils motivent et soutiennent l'intéressé lors de sa réinsertion dans la société. Ils collaborent avec les services dépendant des Communautés afin de garantir le droit à l'assistance sociale du concerné. Ils veillent au respect des conditions imposées et collaborent, le cas échéant, avec le parquet et la police. Ils veillent à la coordination et à l'intégration de toutes les interventions dans la gestion des cas individuels.

En ce sens, l'assistant de justice occupe une position-clé en se situant entre les autorités judiciaires, les centres externes et la personne concernés. Il rédige régulièrement un rapport sur le déroulement de la guidance à l'intention de l'autorité compétente (voir art. 1, 2°, de l'accord de coopération), afin que celle-ci puisse individualiser sa décision. Il communique des informations à l'équipe spécialisée notamment sur le passé judiciaire de la personne concernée. L'équipe spécialisée lui transmet régulièrement un rapport sur le déroulement de la guidance ou du traitement. Il explique à la personne concernée la portée de la loi et l'aide à comprendre les éléments essentiels de son comportement de délinquant. Il lui donne des explications sur la procédure judiciaire en cours et lui offre la possibilité d'exprimer son avis. Dans ce cadre, l'attention se portera avant tout sur le danger de stigmatisation de la personne concernée et sur sa réinsertion dans la société.

L'assistant de justice attire l'attention de la personne concernée sur les conditions imposées et les conséquences éventuelles d'un non-respect de celles-ci. Si une condition imposée s'avère être inutile, trop lourde ou stigmatisante, il peut demander à l'autorité compétente de la suspendre en tout ou en partie ou de l'amender.

Convention

La convention ou l'obligation des moyens cadre les missions et les responsabilités des parties (l'auteur de l'infraction, l'assistant de justice et l'équipe spécialisée) vis-à-vis de la personne prise en charge. Afin que la coopération puisse se dérouler de façon optimale, chaque partie est au courant des droits et des responsabilités de chacun.

Le choix du terme d'obligation de moyens réfère à l'engagement de chacune des parties de tout mettre en oeuvre en vue de promouvoir l'insertion sociale de l'intéressé et de prévenir la répétition d'actes délictueux, dont l'abus sexuel. Ces parties ne peuvent pas garantir le résultat de leur action (contrairement à l'obligation de résultat).

Article 5 et 6

Le Ministre de la Justice vise une politique cohérente et globale à l'égard des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Une collaboration et un réseau de contacts entre les équipes spécialisées à l'intérieur et à l'extérieur des prisons sont ainsi essentiels. Les centres d'appui peuvent à ce titre jouer un rôle de soutien aussi bien en ce qui concerne la guidance et le traitement des cas individuels (art. 5, 1°) qu'en ce qui concerne l'approche globale et la méthodologie scientifique (art. 5, 2° et 4°). Par ailleurs, ils peuvent également offrir une formation spécifique et mettre leur méthodologie à la disposition des équipes spécialisées.

Les centres d'appui accomplissent également des missions d'avis et de traitement, fondement de la recherche scientifique. La compétence et l'expérience acquises leur permettront d'exercer une fonction de consultant à l'égard des centres spécialisés qui en font la demande.

Article 7

La collaboration entre les services compétents du Ministère de la Justice et de la Communauté flamande est déjà effective sur le terrain, mais sera ainsi formalisée et structurée. Il importe de créer au sein de la Communauté flamande un réseau d'équipes spécialisées dans la prise en charge psychologique et sociale de clients de justice. L'orientation de clients de justice vers le réseau des équipes de santé et d'aide aux personnes se fait en fonction de la gravité de la problématique. C'est la raison pour laquelle les auteurs d'infractions à caractère sexuel ressortissant sous la loi du 13 avril 1995, sont orientés vers les équipes de seconde ligne (les centres de santé mentale). Ces centres ont la possibilité d'orienter le client vers un centre d'assistance aux personnes, tenant compte de l'article 11.

Les auteurs d'infractions à caractère sexuel peuvent être également envoyés vers des centres d'appui en vue d'une guidance extra-pénitentiaire adaptée à leur problématique, et ce dès le départ ou après négociation avec l'équipe spécialisée.

Article 8

Une équipe pluridisciplinaire se compose de professionnels de la psychiatrie, de la psychologie, de la criminologie ou des sciences familiales, sexologiques ou sociales, y travaillant comme membres permanents ou consultants externes.

Article 9

Mission d'avis

Une des missions des équipes psychosociales spécialisées des établissements pénitentiaires et de défense sociale est de formuler un avis dans le cadre de la libération conditionnelle, de la libération provisoire ou à l'essai. Au cas où ces équipes jugeraient un avis complémentaire indispensable, ils peuvent s'adresser aux centres d'appui ou à une équipe spécialisée externe.

Dans les autres hypothèses (liberté sous conditions, suspension et sursis probatoires, médiation pénale), l'autorité compétente peut éventuellement solliciter l'avis d'un centre d'appui, d'une équipe spécialisée externe ou d'une équipe psychosociale spécialisée des établissements pénitentiaires et de défense sociale. Dans ce dernier cas, il s'agit de personnes privées temporairement de leur liberté.

Les missions d'avis et les missions de guidance ou de traitement ne devraient pas être confiées, dans l'idéal, à un même service afin d'éviter des conflits de compétences.

Rédaction d'un rapport

L'équipe spécialisée rédige régulièrement un rapport sur le déroulement de la guidance ou du traitement psychologique et social à l'attention de l'autorité compétente (voir article 1, 2° de l'accord de coopération) et de l'assistant de justice chargé du suivi. Ce rapport se limite aux points énumérés à l'article 9.

Signaler des situations présentant un risque sérieux pour des tiers n'entre pas en contradiction avec le principe du secret professionnel, d'autant qu'il s'agit d'un état d'urgence où des valeurs supérieures, telle que la protection de la société, entrent en conflit avec l'obligation absolue de confidentialité (Cass. 13 mai 1987).

Un état d'urgence peut-être la conséquence d'une situation de danger social grave comportant un risque sérieux pour des tiers. La personne en charge du dossier évalue la gravité du danger. Elle doit peser deux intérêts contradictoires, à savoir son secret professionnel et le danger pour des tiers. Si elle estime qu'il existe une situation présentant un danger et risque sérieux pour des tiers et que la prise en charge n'offre pas d'issue à cette situation, elle en informe l'assistant de justice sur base de cette information. Ce dernier évalue la situation et rédige un rapport à l'intention de l'autorité compétente. Il incombe à celle-ci de prendre des mesures en vue de la prévention de la récidive.

L'article 7, dernier alinéa, et l'article 16, § 4, dernier alinéa, de la loi du 5 mars 1998 relative à la Libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964, qui entrera en vigueur à une date à déterminer par le Roi, prévoient un droit d'information en cas d'interruption de la guidance ou du traitement, ou de difficultés dans son exécution.

Le justiciable a pris connaissance des accords concernant ce partage d'informations lors de la signature commune de la convention.

Enregistrement et Etudes scientifiques

En vue de l'exécution d'études scientifiques et de l'évaluation de la politique préventive, il est souhaitable que les équipes spécialisées à l'intérieur et à l'extérieur des établissements pénitentiaires collaborent à un modèle d'enregistrement des données relatives à la guidance et au traitement psychologique et social des auteurs d'infractions à caractère sexuel.

A cette fin, un réseau d'équipes spécialisées se concertera et établira, en collaboration avec les centres d'appui, un modèle d'enregistrement et une méthode générale d'évaluation axée spécifiquement sur les auteurs d'abus sexuels. Il y a lieu de tenir compte de la demande de la Communauté flamande d'intégrer ce modèle d'enregistrement dans ses initiatives actuelles et futures sur le plan d'enregistrement et de monitoring, en fonction d'une meilleure politique de prévention, de bien-être et de santé.

Article 10

Les autorités judiciaires compétentes ne peuvent imposer à une équipe de soins spécialisée de la Communauté une guidance ou un traitement psychologique et social d'un auteur d'infractions à caractère sexuel. En cas de refus, elles chercheront une autre solution. L'exigence de continuité d'un tel suivi requiert une concertation entre intervenants concernés.

Article 12

L'évaluation annuelle de cet accord de coopération doit permettre d'adapter les efforts entrepris dans la perspective d'une approche cohérente et coordonnée de la problématique des auteurs d'infraction à caractère sexuel. A cette fin, le comité d'accompagnement peut organiser un audit externe en vue d'une évaluation concrète du déroulement des prises en charge dans la pratique.

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) Le terme "délinquant" concerne ici tant les condamnés et les internés que les prévenus et les inculpés.

**Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande relatif à la guidance
et au traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel**

Vu l'article 128, § 1^{er} de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, et II, 2^o et 7^o, modifiés par la loi du 8 août 1988, et l'article 92*bis*, § 1^{er}, inséré par la loi du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 mai 1888 portant sur la libération conditionnelle et la loi du 9 avril 1930, telle que modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964 sur la défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude, modifiées par la loi du 13 avril 1995 concernant l'abus sexuel à l'égard des mineurs en particulier les articles 6, 7 et 8;

Vu la loi du 5 mars 1998 concernant la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 sur la défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude, en particulier l'article 3, § 3, 4^o, 4, § 5, alinéa 3, et article 7, alinéas 3 à 5 inclus;

Considérant la problématique spécifique des auteurs d'infraction à caractère sexuel et la nécessité qui en découle de ne pas limiter la collaboration aux abus sexuels à l'égard des mineurs;

Considérant que la nécessité de créer un cadre permettant de guider l'évolution personnelle, relationnelle et sociale d'auteurs d'infractions à caractère sexuel et de favoriser leur réinsertion afin d'éviter la répétition de l'abus sexuel, en particulier à l'égard de mineurs, requiert une collaboration structurelle entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande;

l'Etat fédéral, représenté par le Ministre de la Justice,

et

la Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne du ministre-président et en la personne du Ministre des Finances, du Budget et de la Santé et du Ministre de la Culture, de la Famille et du Bien-être;

en fonction de leurs compétences respectives, ont conclu ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par :

1^o équipes psychosociales spécialisées : équipes pluridisciplinaires intra-pénitentiaires spécialisées dans la problématique des auteurs d'infractions à caractère sexuel;

2^o autorité compétente : en fonction des différents cadres juridiques repris à l'article 2 et suivant le moment de l'intervention, désigne le Ministre de la Justice, la Commission de Défense sociale, la Commission de Probation, l'autorité judiciaire et la Commission de libération conditionnelle;

3^o centres d'appui : centres qui assurent un appui aux équipes pluridisciplinaires spécialisées dans la guidance ou le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel et ce, à l'intérieur ou à l'extérieur du milieu carcéral;

4^o équipes spécialisées : équipes spécialisées des centres de santé mentale et des centres d'aide aux personnes, qui prennent en charge la guidance ou le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel;

5^o assistant de justice : fonctionnaire du Ministère de la Justice chargé du contrôle et de la guidance sociale extra-pénitentiaire. Anciennement dénommé assistant social externe, assistant de probation ou assistant de médiation;

6^o convention : accord écrit conclu entre l'assistant de justice, l'auteur d'infractions à caractère sexuel et le représentant de l'équipe de santé spécialisée chargée de la guidance ou du traitement. Il porte sur les moyens à mettre en œuvre sans obligation de résultats;

7^o comité d'accompagnement : comité chargé d'évaluer l'exécution et les termes du présent accord de coopération;

Art. 2. La coopération porte sur le suivi des auteurs ou personnes suspectes d'infractions à caractère sexuel, dénommés ci-après la personne concernée, visés aux articles 372 à 386*ter* inclus du Code pénal et relevant des dispositions légales contenues dans :

1^o la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle;

2^o la loi du 9 avril 1930 de défense sociale relative aux anormaux et délinquants d'habitudes modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964;

3^o la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;

4^o la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive;

5^o l'article 216*ter* du Code de procédure pénale;

6^o la loi du 5 mars 1998 sur la libération conditionnelle modifiant la loi du 9 avril 1930 sur la défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude;

7^o les circulaires ministérielles réglant la libération provisoire.

Art. 3. Le Ministre de la Justice installe dans un certain nombre d'établissements pénitentiaires et établissements ou sections de défense sociale des équipes psychosociales spécialisées.

Ces équipes psychosociales spécialisées sont investies des missions suivantes :

1^o l'accomplissement d'examens de personnalité pluridisciplinaires;

2^o la mise en œuvre d'un programme intrapénitentiaire de guidance préthérapeutique en préparation à la guidance ou au traitement extrapénitentiaire;

3° la formulation d'avis dans le cadre de la libération conditionnelle de condamnés et de la libération à l'essai d'internés à l'intention des autorités compétentes;

4° la collaboration et la concertation avec les centres d'appui et les équipes de santé spécialisées;

5° la collaboration à la mise en place d'un modèle d'enregistrement de données tel que visé à l'article 9, 5°.

La liste de ces établissements est annexée au présent accord de coopération. Le ministre de la Justice communiquera toute modification éventuelle de cette liste, dans les meilleurs délais, aux ministres compétents pour la santé et aide aux personnes.

Art. 4. Les assistants de justice sont investis des missions suivantes :

1° communiquer aux équipes spécialisées toutes les informations nécessaires à la réalisation d'une guidance ou d'un traitement adaptés à la problématique de l'auteur d'infraction à caractère sexuel;

2° se concerter au préalable avec les équipes spécialisées concernant la possibilité d'une guidance ou d'un traitement extra-pénitentiaire dans le cadre d'une libération conditionnelle ou d'une libération à l'essai;

3° veiller à l'inscription préalable des engagements en matière de guidance ou de traitement extra-pénitentiaire dans une convention, conformément au modèle annexé, cosignée par la personne concernée, le représentant de l'équipe spécialisée et l'assistant de justice;

4° guider et motiver la personne concernée pour qu'elle respecte les conditions imposées et veiller au respect de celles-ci;

5° coordonner la coopération entre les différents intervenants ayant en charge la guidance psychologique et sociale ou le traitement de la personne concernée. Ceci implique une concertation régulière avec l'équipe spécialisée, chargée de la guidance ou du traitement;

6° rédiger un rapport quant à la personne concernée destiné à l'autorité compétente dans le mois qui suit la libération ou l'entrée en vigueur des conditions imposées. Et, ensuite chaque fois qu'ils l'estiment utile ou que l'autorité compétente les y invite, et au moins une fois tous les six mois;

7° en cas d'extrême urgence, faire directement rapport au Procureur du Roi et en informer l'autorité compétente;

8° collaborer à la mise en place d'un modèle d'enregistrement tel que visé à l'article 9, 5°.

Art. 5. Le Ministre de la Justice s'engage à subventionner des centres d'appui investis des missions suivantes :

1° remplir une fonction de consultant à la demande des équipes spécialisées, des assistants de justice et des équipes spécialisées;

2° mettre des informations scientifiques à la disposition du personnel des équipes psychosociales spécialisées, des assistants de justice et des équipes spécialisées;

3° mettre à la disposition du personnel des équipes psychosociales spécialisées, des assistants de justice et des équipes spécialisées, un soutien logistique pour le diagnostic et le traitement;

4° réaliser des recherches scientifiques notamment à partir des données fournies par les équipes psychosociales spécialisées, des assistants de justice et des équipes spécialisées, tel que cité à l'article 9, 5°;

5° contribuer à l'organisation de formations spécifiques à l'intention des équipes psychosociales spécialisées, des assistants de justice et des équipes spécialisées en concertation avec ceux-ci;

6° collaborer à des actions d'information à la demande du Ministre de la Justice;

7° participer à des réunions de concertation entre centres d'appui, au moins une fois par an, afin de coordonner leur action et partager informations et expérience;

8° rédiger un rapport annuel d'activité qui doit être remis aux ministres signataires du présent accord au plus tard le 31 janvier qui suit l'année concernée;

La liste des centres d'appui est annexée au présent accord de coopération. Le ministre de la Justice communiquera toute modification éventuelle de la liste, dans les meilleurs délais, aux ministres compétents pour la santé et l'assistance aux personnes.

Art. 6. Outre ces missions, les centres d'appui peuvent également accomplir les missions mentionnées à l'article 9, 1°, 2° et 3°;

Dans ce cas, les articles 10 et 11 sont également d'application.

Art. 7. Le Ministre flamand, compétent pour la Santé, ainsi que le Ministre flamand compétent pour l'Aide aux Personnes désignent un ou plusieurs centres de santé mentale et un ou plusieurs centres d'aide aux personnes, reconnus et subventionnés par la Communauté flamande, comme équipe spécialisée en matière de guidance ou de traitement extra-pénitentiaire d'auteurs d'infractions à caractère sexuel. Cette désignation se fera par province ainsi que pour la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Les auteurs d'infractions à caractère sexuel mentionnés aux articles 372-386ter inclus du Code pénal ou les personnes suspectées d'avoir commis ces infractions et pour autant que des mineurs en étaient les victimes, sont orientés vers les équipes de santé mentale. Dans ce type de centre, la responsabilité finale incombe au médecin. La guidance ou le traitement extra-pénitentiaire des autres cas peut être orienté tant vers un centre d'assistance aux personnes que vers un centre de santé mentale.

La liste des équipes spécialisées est annexée au présent accord de coopération. Toute modification éventuelle de cette liste sera communiquée dans les meilleurs délais au Ministre de la Justice par les ministres compétents pour la santé et l'aide aux personnes.

Art. 8. Les équipes spécialisées répondent au moins aux critères suivants :

1° posséder la personnalité juridique ou relever d'un centre possédant la responsabilité juridique;

dans la guidance ou le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel;

3° être capable de mettre en œuvre, sur la base d'un diagnostic précis, des méthodes de guidance et de traitement, s'appuyant tant sur une expérience clinique que sur des bases scientifiques reconnues au niveau international, appropriées aux auteurs d'infractions à caractère sexuel et à leur guidance;

4° participer à la formation permanente en matière de guidance ou de traitement psychologique et social des auteurs d'infractions à caractère sexuel, subventionnée ou reconnue par les autorités compétentes et dispensée en Belgique ou à l'étranger;

5° être disposées à remplir les missions visées à l'article 9 du présent accord de coopération.

Art. 9. Les équipes spécialisées sont investies des missions suivantes :

1° formuler des avis concernant les auteurs d'infractions à caractère sexuel visés à l'article 2, 1° à 7°, tout en respectant les compétences des équipes psychosociales des établissements pénitentiaires et de défense sociale;

2° prendre en charge la guidance ou le traitement extra-pénitentiaire appropriés des auteurs d'abus sexuels conformément aux termes de la convention signée au préalable. Le nom de l'équipe spécialisée est mentionné dans la décision de l'autorité compétente qui fixe également les conditions;

3° adresser un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement à l'autorité compétente et à l'assistant de justice. Le premier rapport sera transmis dans le mois qui suit la libération ou l'entrée en vigueur des conditions et ensuite chaque fois que l'équipe l'estime utile, ou sur l'invitation de l'autorité compétente, et au moins une fois tous les six mois.

Ce rapport aborde les points suivants :

1° les dates et heures des rendez-vous fixés;

2° les absences non justifiées;

3° la cessation unilatérale du traitement par la personne concernée;

4° la mesure dans laquelle l'intéressé fournit des efforts afin de mettre à profit les sessions de guidance;

5° les situations de danger social grave comportant un risque sérieux pour les tiers.

Ce rapport est mis à la disposition de l'assistant de justice. En cas d'extrême urgence et d'impossibilité de joindre l'assistant de justice, rapport peut être directement fait au procureur du Roi;

4° communiquer, au plus tard le 31 janvier qui suit l'année concernée, un rapport annuel d'activité reprenant des données quantitatives et qualitatives en matière de guidance et de traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel, aux ministres compétents pour la santé et l'aide aux personnes. Ceux-ci transmettent ce rapport au Ministre de la Justice;

5° collaborer à un modèle d'enregistrement de données en conformité avec la législation sur la protection de la vie privée du 8 décembre 1992. Ces données sont enregistrées en vue de la recherche scientifique et de l'évaluation de la politique menée en matière de guidance et de traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Le modèle d'enregistrement sera mis au point en étroite collaboration avec les équipes spécialisées, les centres d'appui, les directions générales des Etablissements pénitentiaires et de l'Organisation judiciaire, le service de la Politique criminelle du Ministère de la Justice ainsi que le comité d'accompagnement, visé à l'article 12.

Art. 10. Une équipe spécialisée a le droit d'opposer son refus à une demande d'avis et peut refuser ou interrompre une mission de guidance ou de traitement. Dans ce cas, l'autorité compétente en est avertie immédiatement.

L'interruption d'une guidance ou d'un traitement fait l'objet d'une concertation entre l'autorité compétente, l'équipe spécialisée, l'assistant de justice et la personne concernée.

Dans l'attente de mesures appropriées assurant la continuité de la guidance ou du traitement, la convention initiale reste d'application pour une durée maximum d'un mois.

Art. 11. L'équipe spécialisée peut, pour une raison motivée et avec l'accord de l'autorité compétente confier, en tout ou en partie, la guidance ou le traitement à une autre équipe spécialisée, à un centre d'appui ou à un thérapeute individuel qui puisse apporter la preuve de la spécialisation indispensable. L'accord de prise en charge sera confirmé par écrit auprès de l'autorité compétente qui notifiera également, dans les meilleurs délais, la nouvelle attribution de prise en charge.

Art. 12. Un comité d'accompagnement soumettra l'application du présent protocole de coopération à une évaluation annuelle. Il sera composé de 8 membres dont 4 désignés par le Ministre de la Justice, 2 par le Ministre flamand compétent pour la Santé et 2 par le Ministre flamand compétent pour l'Aide aux Personnes. Pour chacun des membres, un ou deux suppléants seront également désignés. Ce comité rédigera un rapport à l'intention des ministres co-signataires, dans un délai de trois mois maximum après réception des rapports visés à l'article 5, 8° et à l'article 9, 4°.

Au moins une fois l'an, une réunion des différents comités d'accompagnement institués dans le cadre des accords de coopération entre l'Etat fédéral et les différentes Communautés/Régions concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel, sera organisée au niveau national pour partager expériences et informations, coordonner leur action et formuler des recommandations à l'intention des ministres co-signataires.

Art. 13. En cas de divergences de vue sur l'application du présent accord de coopération, les litiges seront soumis à une commission de conciliation composée des fonctionnaires dirigeants des directions générales des Etablissements pénitentiaires et de l'Organisation judiciaire du Ministère de la Justice et de fonctionnaires dirigeants de l'administration de la Santé et de l'administration de l'assistance aux personnes du Ministère de la Communauté flamande, ou de leurs représentants.

Art. 14. Le présent accord de coopération est conclu pour une période d'essai de deux ans. Il sera prolongé annuellement sauf résiliation trois mois avant la fin de la période envisagée sur base de l'évaluation du comité d'accompagnement, visée à l'article 12 de l'accord.

Art. 15. Le présent accord de coopération entre en vigueur 10 jours après la publication au *Moniteur belge* de la loi et du décret approuvant cet accord de coopération.

Fait à Bruxelles le 8 octobre 1998 en trois exemplaires originaux dont un pour l'Etat fédéral et deux pour la Communauté flamande.

Pour l'Etat fédéral :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre de la Culture, de la Famille et du Bien-être,
L. MARTENS

**Annexes vues pour être annexées à l'Accord de Coopération
entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande
concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel signé le 8 octobre 1998**

Annexe 1

Equipes psychosociales spécialisées des Etablissements pénitentiaires et de défense sociale

GEVANGENIS	ADRES	TELEFOON	FAX	CONTACTPERSOON Lokale directeur psychosociale dienst
PENITENTIAIR COMPLEX BRUGGE	Lege Weg 200 8200 St-Andries-Brugge	050/45.71.11	050/45.71.23	Mevr. DE WAELE
PENITENTIAIR SCHOOLCENTRUM HOOGSTRATEN	Gelmelstraat 131 2320 Hoogstraten	03/314.50.18	03/314.81.25	Mr. BUTS
CENTRALE GEVANGENIS LEUVEN	Geldenaakse Vest 68 3000 Leuven	016/31.03.50	016/31.03.61	Mr. VERSCHUEREN
STRAFINRICHTING MERKSPLAS (geïnterneerden)	Steenweg op Wortel 2330 Merksplas	014/63.32.24	014/63.51.41	Mevr. RUTTENS

Annexe II

Convention**Entre**

Madame/ Monsieur

Inscrit(e) à

..... Adresse

Téléphone

Actuellement détenu(e) à

.....

Adresse

dénommé ci-après **bénéficiaire du traitement****et**

l'Etat fédéral,

Ministère de la Justice

représenté par :

Nom

Adresse administrative

Téléphone

Peut être joint (permanence) :

dénommé ci-après **l'assistant de justice****et**

Nom du représentant de l'équipe de soins

Nom de l'organisme

Adresse administrative

Téléphone

Peut être joint (permanence) :

dénommé ci-après **le représentant de l'équipe spécialisée****concluent la convention suivante :**

1. Les parties confirment avoir pris connaissance que Madame/Monsieur peut prétendre bénéficier d'une des mesures suivantes :

1.1. La loi du 31 mai 1888 établissant la Libération conditionnelle (modifiée par la loi du 5 mars 98)

1.2. La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive

1.3. La loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation

1.4. La loi du 1^{er} juillet 1964 de Défense sociale concernant les anormaux et les délinquants d'habitude

1.5. l'article 216^{ter} du Code de procédure pénale concernant la médiation pénale

1.6. une libération provisoire

(biffer les mentions inutiles)

pour une période de

aux conditions particulières suivantes

.....

.....

.....

.....

2. Le bénéficiaire du traitement a été reçu par l'équipe de santé spécialisée qui a conclu au bien-fondé de la prise en charge pendant la période.....

3. A la demande de l'équipe spécialisée et sans porter préjudice aux compétents des autorités judiciaires, l'assistant de justice met à sa disposition les informations nécessaires à la guidance ou au traitement.

En exécution de cette disposition, les pièces suivantes sont communiquées à l'équipe spécialisée :

.....

L'intéressé marque son accord pour que ces éléments utiles extraits de ses dossiers pénitentiaire et pénal puissent être communiqués l'équipe spécialisée.

4. L'assistant de justice accompagne le bénéficiaire du traitement dans ses efforts de réintégration, il assure le suivi et le contrôle social du consultant et coordonne les démarches des différents intervenants.

5. Monsieur/Madame déclare s'engager à respecter les conventions suivantes :

5.1. avec l'équipe spécialisée :

.....

5.2. avec l'assistant de justice :

.....

6. Ces conventions peuvent être modifiées, à la demande du bénéficiaire du traitement, après accord entre l'équipe spécialisée et l'assistant de justice.

7. Le représentant de l'équipe de santé spécialisée s'engage à rédiger des rapports à l'autorité compétente et à l'assistant de justice dans le mois qui suit l'entrée en vigueur des conditions, au moins tous les . mois et ensuite chaque fois que l'assistant de justice l'estime utile.

Le contenu des rapports abordera les points suivants :

- les dates et heures des rendez-vous fixés
- les absences non justifiées
- la cessation unilatérale du traitement par le consultant
- la mesure dans laquelle l'intéressé fournit des efforts afin de mettre à profit les sessions de guidance
- les situations de danger social grave comportant un risque sérieux pour des tiers

8. L'assistant de justice prend régulièrement contact avec l'équipe spécialisée afin de discuter la réintégration sociale de l'intéressé. Il fait rapport dans le mois qui suit la libération à l'autorité compétente et ensuite chaque fois qu'il estime utile que l'autorité le demandera et au moins tous les 6 mois.

9. En cas d'urgence, l'assistant de justice peut prendre directement contact avec le procureur du Roi. Ceci vaut également pour l'équipe spécialisée en cas d'indisponibilité de l'assistant de justice.

10. Au cas où l'équipe spécialisée souhaite mettre fin à la présente convention, une concertation entre co-signataires est indispensable et l'autorité compétente doit en être informée. Dans l'attente d'un autre accord qui garantit la continuité de la guidance ou du traitement la convention présente reste d'application pour une durée d'un mois maximum.

11. Monsieur/Madame peut proposer à l'assistant de justice ou l'autorité compétente chargé du suivi, de terminer la guidance ou le traitement par l'équipe spécialisée ou de modifier/assouplir les conditions.

Cette autorité décide de la continuation éventuelle de la guidance ainsi que de l'identité de l'équipe spécialisée qui la prendra à charge.

12. La présente convention a été établie et signée en quatre exemplaire, un pour chaque co-signataire et un exemplaire qui sera transmis au Service des cas individuels et des grâces du Ministère de la Justice.

La présente convention a été établie à en date du

Au nom de l'autorité compétente : Le représentant de l'équipe spécialisée, le bénéficiaire du traitement,
L'assistant de justice

Annexe III

Centres d'appui

Nederlandstalig landsgedeelte

Universiteit Forensisch Centrum (U.F.C.)

Universitaire Instelling Antwerpen
Wilrijkstraat 10
2650 Edegem
Tel. : 03/ 821.34.39
Fax : 03/ 821.16.41

Waalse Gewest

Unité Pilote de Psychopathologie Légale (UPPL)

Centre hospitalier "Les Marronniers"
Rue Despars
7500 Tournai
Tel. : 069/ 88.02.11 - ext. 454
Fax : 069/ 88.02.53

Annexe IV

Equipes spécialisées de la Communauté flamande

A. Centra voor Geestelijke Gezondheidszorg

1. Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg
President Rooseveltplein 12a
8500 Kortrijk
tel. 058/24.09.00
fax 056/24.09.82
2. Centrum Godfried Elsen
Stationsstraat 127
9730 Beemem
tel. 050/78.15.77
fax 050/78.90.37
3. Advies- en Beleidingscentrum St. Amandsberg
Azaleastraat 27
9040 Sint-Amandsberg
tel. 09/228.77.78
09/228.88.27
fax 09/228.74.25
4. Consultatiebureau Fonds Charles Andersen
Kardinaal Mercierlei 15
2600 Berchem
tel. 03/230.73.75
fax 03/230.90.53
5. Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg
Smalvoortstraat 2
2300 Turnhout
tel. 014/47.09.67
fax 014/47.07.10

6. AENEAS - Advies- en Begeleidingscentrum
Beigemsesteenweg 35
1850 Grimbergen
tel. 02/269.90.33
fax 02/270.38.38

7. Universitair Consultatiebureau voor Geestelijke Gezondheidszorg
Kapucijnenvoer 35
3000 Leuven
tel. 016/33.69.32
fax 016/33.69.33

8. Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg
Putstraat 7
3700 Tongeren
tel. 012/23.44.91
fax 012/23.60.84

B. Centra voor algemeen welzijnswerk

1. Sociaal Centrum
Groeningestraat 28
8500 Kortrijk
tel. : 056/21.06.10
fax : 056/21.06.40

2. Centrum Algemeen Welzijnswerk Kempen
Stationsstraat 2
2200 Herentals
tel. : 014/21.08.08
fax : 014/22.63.42

3. Gents Welzijnscentrum
Pekelharing 6
9000 Gent
tel. : 09/225.00.02
fax : 09/224.25.50

4. Pluralistisch Centrum voor Algemeen Welzijnswerk Limburg
Guffenslaan 68
3500 Hasselt
tel. : 011/21.20.20
fax : 011/28.46.42

5. Polyvalent Centrum Ambulant Welzijnswerk Groot Eiland
Groot Eiland 84
1000 Brussel
tel. : 02/502.66.00

**Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap
inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik**

Memorie van toelichting

De algemene doelstelling van het Ministerie van Justitie is het doen naleven en het toepassen van de wet, de preventie van recidive (= tertiaire preventie of het vermijden dat nieuwe slachtoffers gemaakt worden) en het bevorderen van de (re)ïntegratie van de dader van seksueel misbruik in de maatschappij waarbij de stigmatisering zoveel mogelijk moet worden vermeden.

De algemene doelstelling van de Vlaamse Gemeenschap is het welzijn, de gezondheid en de harmonieuze ontplooiing van mensen te bevorderen evenals het verhinderen van situaties die hiertegen kunnen indruisen.

Deze samenwerking is gebaseerd op een wederzijds overleg, een gelijkwaardig partnership, en een akkoord aangaande verschillende items zoals doelgroep, organisatie, methode, middelen en financiering. De samenwerking houdt rekening met de verdeling van taken naargelang de specifieke bevoegdheden van alle betrokken partijen.

De samenwerking beoogt inzonderheid de toepassing van de wet van 13 april 1995 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen. Voor elke beslissing tot voorwaardelijke invrijheidstelling van een veroordeelde of vrijstelling op proef van een geïnterneerde vereist deze wet een advies van een dienst die gespecialiseerd is in de psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik. De wet legt eveneens, na de voorwaardelijke invrijheidstelling van een veroordeelde, een psychosociale begeleiding of behandeling op.

Deze wettelijke bepalingen zijn ingeschreven in de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, die in voege treedt op een door de Koning te bepalen datum.

De geest van dit samenwerkingsakkoord geldt mutatis mutandis ook voor andere delinquenten (1) ten aanzien van wie een probleemgerichte begeleiding of behandeling aangewezen is. De Minister van Justitie en de Vlaamse minister bevoegd voor het Gezondheidsbeleid evenals de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen streven ernaar om deze samenwerking verder uit te bouwen voor deze brede doelgroep. De Vlaamse Gemeenschap zal hiervoor forensische teams oprichten die zich onder meer zullen specialiseren in de psychosociale begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik. Deze samenwerking sluit aan bij het samenwerkingsakkoord tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake de sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie : "Hulpverlening aan gedetineerden, Op nieuwe wegen...", dat werd afgesloten op 28 februari 1994.

Artikel 2

Met daders van seksueel misbruik wordt bedoeld de personen die een inbreuk hebben gepleegd op artikels 372 tot en met 386ter van het strafwetboek.

Overzicht van de verschillende wettelijke kaders

1. De procedure van de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelden

Het stelsel van de voorwaardelijke invrijheidstelling is op dit ogenblik nog gebaseerd op de wet Lejeune van 1888. De mogelijke voorwaardelijke invrijheidstelling vormt tijdens de periode van opsluiting een stimulans voor beter gedrag en maakt een geleidelijke overgang tussen een totale vrijheidsberoving en de volledige vrijheid mogelijk.

Het gespecialiseerd advies noodzakelijk voor het verkrijgen van een voorwaardelijke invrijheidstelling zoals ingevoerd bij wet van 13 april 1995 inzake seksueel misbruik van minderjarigen, wordt in principe opgesteld door de multidisciplinair samengestelde teams gespecialiseerd in de problematiek van daders van seksueel misbruik werkzaam in de strafinrichtingen, hierna genoemd psychosociale teams.

Aan de voorwaardelijke invrijheidstelling is ook een verplichte psychosociale begeleiding of behandeling bij een extrapenitentiaire gespecialiseerde voorziening gekoppeld.

De nieuwe wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964 die reeds door de wetgever is goedgekeurd, maar waarvan de Koning nog de datum van inwerkingtreding moet voorstellen, kent gelijkaardige verplichtingen in haar artikel 3, § 3, 4° en artikel 4, § 5, 3° lid.

De voorwaardelijke invrijheidstelling is een gecontroleerde vrijheid : de veroordeelde staat onder verplicht toezicht van een justitieassistent verbonden aan het Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van het Ministerie van Justitie, die de vrijgestelde begeleidt en er op toe ziet dat de opgelegde voorwaarden worden nageleefd. Deze begeleider stelt regelmatig een verslag op over het verloop van de begeleiding ten aanzien van de overheid die de invrijheidstelling gelast en met het toezicht op de voorziene voorwaarden belast is.

2. De procedure van invrijheidstelling van geïnterneerden en gewoontemisdadigers :

a) Geïnterneerde abnormalen

Aan de basis van de wet van 9 april 1930, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij ligt de gedachte dat delinquenten die niet toerekeningsvatbaar zijn voornamelijk dienen verzorgd te worden in plaats van gestraft. Deze wet heeft tevens tot doel de bescherming van de maatschappij zo efficiënt mogelijk te organiseren.

De vrijlatingsprocedure voor de grote meerderheid van de geïnterneerden is de invrijheidstelling op proef. Deze beslissing wordt genomen door de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij bestaande uit drie leden : een werkend of een eremagistraat die voorzitter is, een advocaat en een geneesheer. De procureur des Konings woont de vergadering bij met raadgevende stem. Deze commissie neemt de beslissing tot de invrijheidstelling op proef en bepaalt de voorwaarden.

Als het feiten betreft van seksueel misbruik op minderjarigen is sedert de wet van 13 april 1995 een advies vereist van een dienst die gespecialiseerd is in de psychosociale begeleiding of de behandeling van daders van seksueel misbruik. Dit advies wordt in principe opgesteld door de psychosociale teams gespecialiseerd in de problematiek van daders van seksueel misbruik werkzaam in de strafinrichtingen of in de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij.

De wet van 1 juli 1964 legt na de invrijheidstelling op proef een verplichte begeleiding op, met name een sociaal-geneeskundige begeleiding (artikel 20). In de praktijk wordt de sociale begeleiding doorgaans waargenomen door een justitieassistent en wordt de geneeskundige begeleiding verzekerd door een individuele therapeut, een deskundige, een Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg of een afdeling in een psychiatrische instelling.

De voorbereiding en opvolging van de invrijheidstelling op proef gebeurt door een justitieassistent op dezelfde wijze als bij de voorwaardelijke invrijheidstelling met dit verschil dat deze rechtstreeks verslag uitbrengt aan de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij.

b) Veroordeelden ter beschikking van de regering

De wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, waarvan de Koning de datum van inwerkingtreding zal bepalen, breidt de gevallen uit waarin de rechtbank een veroordeelde ter beschikking van de regering kan stellen.

Deze uitbreiding viseert de daders van seksuele misdrijven.

De Minister van Justitie kan een dader van dergelijk misdrijf met een minderjarig slachtoffer, die tevens het voorwerp uitmaakt van een Terbeschikkingstelling van de Regering slechts vrijstellen na het inwinnen van een gespecialiseerd advies. Bovendien kan aan de invrijheidstelling de voorwaarde gekoppeld worden dat de betrokken persoon zich moet laten begeleiden of behandelen door een door de minister aangeduide dienst of persoon.

3. Probatieopschorting en probatieuitstel

Door de wet van 29 juni 1964 en zijn uitbreiding van 10 februari 1994 kan de rechter vermijden een effectieve gevangenisstraf op te leggen aan de delinquent door de uitspraak van de veroordeling op te schorten of door de tenuitvoerlegging van de straffen uit te stellen. Aan die maatregelen kunnen bijzondere voorwaarden worden verbonden (probatieopschorting en probatieuitstel). De probatievoorwaarden kunnen worden opgelegd voor een periode van 1 tot 5 jaar.

Met het oog op de eventuele toepassing van probatieopschorting of probatieuitstel kan de magistraat, op verzoek van de verdachte of met zijn instemming, een maatschappelijke enquête over zijn gedragingen en zijn milieu doen instellen door de justitieassistent (de zgn. probatieassistent).

De probatiemaatregel die door de rechter wordt opgelegd wordt medegedeeld aan de probatiecommissie van de woonplaats van de betrokkene die zal toezien op de uitvoering ervan. Er bestaat een probatiecommissie in elk gerechtelijk arrondissement die samengesteld is uit een voorzitter (magistraat van de zetel), een advocaat en een ambtenaar. De procureur des Konings woont de vergaderingen bij met raadgevende stem.

De probatiecommissie stelt de probatieassistent aan die de maatregel zal opvolgen en haar hierover regelmatig (minstens om de drie maanden) zal rapporteren. De sociale begeleiding van de probatieassistent is vergelijkbaar met deze van de justitieassistent in het kader van de voorwaardelijke invrijheidstelling.

4. Vrijheid onder voorwaarden

Door de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis kan, in de gevallen waarin voorlopige hechtenis kan worden bevolen of gehandhaafd, de onderzoeksrechter de betrokkene in vrijheid laten onder oplegging van een of meer voorwaarden voor een duur van drie maanden. Deze proefperiode kan eenmaal verlengd worden, waarbij nieuwe voorwaarden kunnen worden opgelegd en de reeds opgelegde voorwaarden kunnen worden gewijzigd. Een van de opgelegde voorwaarden kan het volgen van een behandeling zijn.

Bij de regeling van rechtspleging kan de raadkamer besluiten de voorwaarden te handhaven.

Na het afsluiten van het gerechtelijk onderzoek kan het vonnisgerecht waarbij de zaak aanhangig is de opgelegde voorwaarden verlengen voor maximum drie maanden en uiterlijk tot het vonnis.

Voor het toezicht op de naleving van de voorwaarden kan een beroep worden gedaan op de politiediensten of op de justitieassistenten verbonden aan de Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing (Dienst Justitiehuisen).

5. Bemiddeling in strafzaken

De wet van 10 februari 1994 introduceert een artikel 216^{ter} in het wetboek van strafvordering dat de magistraten van het openbaar ministerie een bijkomende mogelijkheid verstrekt om op misdrijven te reageren. Deze situeert zich tussen het klasseren zonder gevolg en de vervolging voor een strafrechtbank waarbij de procureur des Konings vier soorten maatregelen kan voorstellen : de bemiddeling tussen dader en slachtoffer, de medische behandeling of therapie, de dienstverlening en de vorming. Dit samenwerkingsprotocol betreft enkel de maatregel van de medische behandeling of therapie. Indien de dader aan de voorwaarde(n) heeft voldaan, stelt de procureur des Konings een verval van de strafvordering vast voor de feiten die binnen deze procedure behandeld werden.

Bij de oriëntatie van een strafdossier naar een medische behandeling of psychosociale begeleiding dienen de bemiddelingsmagistraat, de substituut procureur des Konings, en de bemiddelingsassistent steeds het verband tussen de ziekte en het misdrijf voor ogen te houden. Het is de dader die zich op een ziekteverschijnsel of een verslaving moet beroepen als oorzaak van het misdrijf. Via probleemverkenning kan de bemiddelingsassistent de dader motiveren om tot probleemverkenning te komen. De bemiddelingsassistent gaat samen met betrokkene na welke medische behandeling of psychosociale begeleiding het meest geschikt is. Het akkoord rond de opvolging en de termijn wordt in aanwezigheid van de dader door de procureur des Konings in een proces-verbaal geacteerd.

In de uitvoerende fase wordt van de dader verwacht dat hij op geregelde tijdstippen het bewijs levert dat hij de afspraken waartoe hij zich geëngageerd heeft, nakomt. Het toezicht hierop wordt in de praktijk uitgeoefend door de bemiddelingsassistent.

7. De voorlopige invrijheidstelling van veroordeelden

De voorlopige invrijheidstelling is een beslissing van de Minister van Justitie waarbij de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf om opportuiniteitsredenen wordt opgeschort. Er zijn verschillende soorten van voorlopige invrijheidstelling, naargelang van de doelstellingen of de redenen die aan de invrijheidstelling ten grondslag liggen :

- De voorlopige invrijheidstelling om gezondheidsredenen is een beslissing op humanitaire gronden, met een uitzonderlijk karakter;
- Voorlopige invrijheidstelling met het oog op voorwaardelijke invrijheidstelling.

De langdurige procedure bij een voorwaardelijke invrijheidstelling verhindert een snelle beslissing waar dit om bepaalde humanitaire redenen aangewezen kan zijn of waar een nog langere detentie nadelig zou zijn. Veelal volstaat de gemotiveerde vraag van de directie waarna wordt beslist. Achteraf wordt de voorwaardelijke invrijheidstelling dan volgens de voorgeschreven procedure onderzocht en goedgekeurd.

- Voorlopige invrijheidstelling met het oog op de verwijdering uit het land.

Vreemdelingen die na het uitboeten van hun straf België dienen te verlaten worden, naar analogie met de regeling van de voorwaardelijke invrijheidstelling en de voorlopige invrijheidstelling met het oog op genade, voorlopig vrijgesteld met het oog op de verwijdering uit het land. Keren zij zonder toelating alsnog naar België terug, dan wordt de straf opnieuw in uitvoering gebracht voor zover deze niet is verjaard.

- Voorlopige invrijheidstelling (voorheen : met het oog op genade).

Dit systeem dateert van 1972 ten gunste van kortgestraften. Het betreft gedetineerden voor wie de hoofdgevangenisstraffen en de vervangende gevangenisstraffen in het totaal niet meer dan 3 jaar bedragen, waarvoor geen tegenindicaties bestaan en die voldoende vooruitzichten hebben op sociale reïntegratie. Gezien de specifieke tijdsvoorwaarden en de procedure van de voorwaardelijke invrijheidstelling konden deze kortgestraften er zelden of nooit van genieten. Gelet op de overbevolking van de gevangenissen gebeurt de vrijstelling ambtshalve zonder voorstel van de administratie of advies van het parket. Deze vorm van voorlopige invrijheidstelling verkreeg een quasi-automatisch karakter en is de belangrijkste vrijstellingsmodaliteit.

Voor gedetineerden veroordeeld voor feiten van seksueel misbruik op minderjarigen, die een totaal aan gevangenisstraffen ondergaan van meer dan 1 jaar tot en met 3 jaar, wordt een advies van de directeur en van het gespecialiseerde psychosociaal team van de gevangenis opgesteld. Dit advies zal bovendien een geïndividualiseerd begeleidingsplan inhouden en een reclasseringsplan, dat in samenwerking met de justitieassistent en de externe hulpverlener(s) wordt op punt gesteld.

Artikel 3

Uitvoeren van multidisciplinair persoonlijkheidsonderzoek en adviesverlening

De psychosociale teams werden opgericht in 1971 (toen nog Observatie en Behandelingseenheden (OBE's) genoemd) en zijn samengesteld uit psychiaters, psychologen, maatschappelijk assistenten en een gevangenisdirecteur (criminoloog). Elke gevangenis beschikt over zo'n team en hun opdrachten (omzendbrief 1629/XIII van 12 juli 1994) zijn veelvuldig :

- het identificeren van gedetineerden waarvoor een observatie, begeleiding of penitentiaire behandeling aangewezen is (gezien het psychiatrisch verleden, de aard van het misdrijf,...) en het opstellen van een detentieplan zodat de detentietijd zinvol en reïntegratiericht kan worden ingevuld.

Indien een gespecialiseerde behandeling aangewezen is of indien de gedetineerde het vraagt, kan beroep gedaan worden op externe hulpverleners die vallen onder de bevoegdheid van de Gewesten en Gemeenschappen.

- het uitvoeren van persoonlijkheidsonderzoeken en het opstellen van adviezen in het kader van het penitentiair verlof, de voorlopige invrijheidstelling, de voorwaardelijke invrijheidstelling en de invrijheidstelling op proef van geïnterneerden. Deze evaluaties maken deel uit van een dynamische en multidisciplinaire benadering waarbij de probleemstelling geplaatst wordt in een ontwikkelingsperspectief.

De adviezen met betrekking tot de veroordeelden worden gericht aan de Minister van Justitie. In het kader van de nieuwe wetten op de voorwaardelijke invrijheidstelling van 5 en 18 maart 1998 zal dit de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling zijn. De adviezen met betrekking tot de geïnterneerden worden gericht aan de Commissies tot Bescherming van de Maatschappij.

Realisatie van een intrapenitentiair pretherapeutisch begeleidingsprogramma en samenwerking met de gespecialiseerde voorzieningen

De psychosociale teams gespecialiseerd in de problematiek van daders van seksueel misbruik van de pilootinrichtingen staan in voor een intrapenitentiair pretherapeutisch begeleidingsprogramma. Het uitgangspunt bij dit programma is dat de gevangenis geen therapeutisch milieu is en dat de intrapenitentiaire begeleiding zich dus moet toeleggen op de voorbereiding van de extrapenitentiaire gespecialiseerde begeleiding. Het doel van dit programma is vooral bij de dader van seksueel misbruik het probleeminzicht te bevorderen, de motivatie om aan zichzelf te werken te stimuleren en de invrijheidstelling voor te bereiden. Hierbij zal bijzondere aandacht gaan naar de coherentie van het intrapenitentiair pretherapeutisch programma en de extrapenitentiaire psychosociale begeleiding of behandeling die zal worden uitgevoerd door de gespecialiseerde voorzieningen van de Gemeenschappen of Gewesten. Daarom is het wenselijk om deze voorzieningen te betrekken bij het intrapenitentiair pretherapeutisch programma en hen zo mogelijk bepaalde delen van dit programma te laten uitvoeren.

Artikel 4

De justitieassistenten belast met de begeleiding en het toezicht op de voorziene voorwaarden zijn meestal ambtenaren van het Ministerie van Justitie, Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie. Uitzondering hierop vormt de begeleiding en het toezicht op de voorziene voorwaarden in het kader van de toepassing van artikel 216^{ter} van het wetboek van strafvordering, m.n. de bemiddeling in strafzaken, die wordt waargenomen door de bemiddelingsassistenten, vooralsnog verbonden aan de Rechterlijke Orde.

Taken van de justitieassistent

De informatieverstrekking bedoeld in artikel 4, 1° kan de volgende documenten betreffen: de uiteenzetting van de feiten, een uittreksel van het strafregister, het moraliteitsverslag, het psychiatrisch-deskundigverslag en relevante stukken uit de gerechtelijke bundel, de probatie-enquête, deskundigenverslagen, het verslag van het psychosociale team van de strafinrichting, de verslagen van de dienst sociaal werk, de beslissing tot voorwaardelijke of voorlopige invrijheidstelling, tot vrijstelling op proef of tot vrijheid onder voorwaarden, tot probatieopschorting of -uitstel, telkens met vermelding van de opgelegde voorwaarden, het akkoord inzake bemiddeling in strafzaken.

De gespecialiseerde psychosociale teams, de justitieassistent en de gespecialiseerde voorzieningen bepalen in onderling overleg welke relevante stukken m.o.o. de psychosociale begeleiding of behandeling van de betrokken persoon worden uitgewisseld.

Deze informatieverstrekking doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de rechterlijke overheden. De bevoegde magistratuur kan bijvoorbeeld oordelen dat een bepaald document niet mag worden medegedeeld en hij kan ook rechtstreeks bepaalde stukken meedelen aan of laten inzien door de gespecialiseerde voorziening.

De betrokken persoon wordt hiervan op de hoogte gesteld en heeft het recht om de communicatie van een bepaald stuk te weigeren.

In de mate dat de procedure en de toegemeten tijd het toelaten, is het voorafgaandelijk overleg met de gespecialiseerde voorziening inzake de mogelijkheid van een extrapenitentiaire psychosociale begeleiding of behandeling aangewezen in alle gevallen die vallen onder de wettelijke kaders bedoeld in artikel 2.

Wanneer het een voorwaardelijk of op proef vrijgestelde persoon betreft, kunnen de taken vermeld in artikel 4, punten 1 en 2 ook uitgevoerd worden door de psychosociale teams van de strafinrichtingen en inrichtingen tot bescherming van de maatschappij.

De justitieassistenten staan in voor de sociale enquêtes en de begeleidingen die worden opgelegd door de bevoegde overheden. Zij motiveren en ondersteunen de betrokken persoon bij zijn integratie in de samenleving; hiervoor werken zij samen met de gemeenschapsvoorzieningen, teneinde het recht op maatschappelijke hulp- en dienstverlening van justitiecliënteel te waarborgen. Zij houden toezicht op de naleving van de opgelegde voorwaarden en hiervoor werken zij zonedig samen met parket en politie. Zij beogen de coördinatie en integratie van alle interventies ten aanzien van de persoon.

In die zin vervult de justitieassistent een scharnierfunctie tussen de justitiële instanties, de betrokken externe voorzieningen en de justitiecliënt. Voor de bevoegde overheid (zie artikel 1, 2° van het samenwerkingsakkoord) stelt hij regelmatig een verslag op over het verloop van de begeleiding zodat deze zijn beslissing kan individualiseren. Aan de externe voorziening kan hij informatie verstrekken over o.m. het gerechtelijk verleden van de betrokkene. De externe voorziening bezorgt hem regelmatig een verslag over het verloop van de psychosociale begeleiding of behandeling. Aan de justitiecliënt legt hij de doelstellingen van de wet uit, helpt hem de essentiële elementen van zijn delinquent gedrag te begrijpen, geeft uitleg betreffende de lopende gerechtelijke procedure en geeft hem de mogelijkheid om zijn mening te laten horen. Hierbij zal speciaal de aandacht gaan naar het gevaar van stigmatisering van de betrokkene en zijn sociale integratie.

De justitieassistent bespreekt de opgelegde voorwaarden en de mogelijke gevolgen van het niet naleven ervan. Als een opgelegde voorwaarde onnodig, te zwaar of te beledigend blijkt te zijn kan hij aan de bevoegde overheid vragen om deze op te heffen of te amenderen.

Prestatieverbintenis

De prestatieverbintenis verduidelijkt de positie en rol van de betrokken partijen (de dader van seksueel misbruik, de justitieassistent en de gespecialiseerde voorziening) met betrekking tot het individuele geval. Elke partij is hierdoor op de hoogte van de taken en verantwoordelijkheden van elkeen zodat de samenwerking optimaal kan verlopen.

Er werd gekozen voor de term prestatieverbintenis en niet « resultaatverbintenis » omdat de partijen zich engageren om alles in het werk te zetten om de sociale integratie van de betrokkene te bevorderen en om herhaling, waaronder seksueel misbruik, te voorkomen, maar het resultaat niet kunnen waarborgen.

Artikelen 5 en 6

Het Ministerie van Justitie wil een coherente en globale politiek ten aanzien van daders van seksueel misbruik voeren. Daarom is de samenwerking en netwerkvorming tussen de gespecialiseerde teams in en buiten de gevangnissen belangrijk. De steuncentra kunnen hierbij een ondersteunende rol vervullen zowel inzake de begeleiding en behandeling van individuele gevallen (artikel 5, 1°) als wat de aanpak van deze problematiek in zijn algemeenheid betreft én de wetenschappelijke methodologie (artikel 5, 2° en 4°). De steuncentra hebben ook een aanbod inzake specifieke vorming en stellen hun methodologie ter beschikking van de gespecialiseerde voorzieningen.

De steuncentra hebben daarnaast ook een advies- en behandelingsopdracht. Dit is voor hen belangrijk omdat het wetenschappelijk onderzoek zich moet kunnen baseren op de praktijk en omdat zij de nodige deskundigheid moeten hebben om de gespecialiseerde voorzieningen te kunnen adviseren indien zij hierom vragen.

Artikel 7

De samenwerking tussen de bevoegde diensten van het Ministerie van Justitie en de voorzieningen van de Vlaamse Gemeenschap is reeds een bestaande praktijk en wordt nu geformaliseerd en gestructureerd. Het is belangrijk dat de forensische teams van de Vlaamse Gemeenschap verder worden uitgebouwd zodat zij de gespecialiseerde nazorg van justitiecliënten op zich kunnen nemen. De verwijzing van justitiecliënten naar de gezondheids- of welzijnszorg gebeurt in functie van de ernst van de problematiek. Om die reden worden daders van seksueel misbruik die vallen onder de wet van 13 april 1995 voor nazorg in eerste instantie verwezen naar de tweedelijnsvoorzieningen (Centra Geestelijke Gezondheidszorg). Deze centra kunnen doorverwijzen naar de centra voor algemeen welzijnswerk, met inachtneming van het bepaalde in artikel 11.

De daders van seksueel misbruik kunnen met het oog op de extrapenitentiaire begeleiding eveneens verwezen worden naar de steuncentra en dit zowel initieel als na onderhandeling met de gespecialiseerde voorziening.

Artikel 8

Met multidisciplinair samengesteld team wordt bedoeld dat vertegenwoordigers van de disciplines psychiatrie, psychologie en criminologie of familiale en seksuologische wetenschappen of sociale wetenschappen voor het team werken als vast lid of als externe consultant.

Artikel 9

Adviesfunctie

De adviesfunctie in het kader van de voorwaardelijke invrijheidstelling, de voorlopige invrijheidstelling en de invrijheidstelling op proef is de taak van de gespecialiseerde psychosociale teams van de penitentiaire inrichtingen en de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij. In geval deze teams een bijkomend advies noodzakelijk achten kan dit advies gevraagd worden aan een steuncentrum of een gespecialiseerde voorziening.

In de overige gevallen (vrijheid onder voorwaarden, probatieopschorting en -uitstel, bemiddeling in strafzaken) kan door de bevoegde overheid eventueel een advies worden gevraagd aan een steuncentrum, een gespecialiseerde voorziening of aan een gespecialiseerd psychosociaal team in de strafinrichtingen en de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij. In dit laatste geval betreft het personen die tijdelijk van hun vrijheid werden beroofd.

Het is aangewezen om de adviesfunctie en de begeleidings- of behandelingsfunctie niet aan eenzelfde dienst toe te vertrouwen om rolconflicten te vermijden.

Opstellen van een verslag

De gespecialiseerde voorziening stelt ten behoeve van de bevoegde overheid (zie artikel 1, 2° van het samenwerkingsakkoord) en van de justitieassistent die met het toezicht is belast, regelmatig een verslag op over het verloop van de psychosociale begeleiding of behandeling. Deze verslaggeving beperkt zich tot de punten opgesomd in artikel 9.

Het signaleren van situaties met ernstig risico voor derden is niet in tegenspraak met het principe van het beroepsgeheim, in zoverre er sprake is van een noodtoestand waarbij hogere waarden bijvoorbeeld bescherming van de samenleving, conflicteren met de absolute geheimhoudingsplicht (Cass. 13.5.1987).

Een noodtoestand kan ontstaan ingevolge een situatie van acute sociale gevaarlijkheid met ernstig risico voor derden. Het is de behandelaar die dit gevaar inschat. Hierbij moet hij twee tegenstrijdige belangen afwegen, namelijk zijn beroepsgeheim en het gevaar voor derden. Oordeelt hij dat er sprake is van een situatie van acute sociale gevaarlijkheid met ernstig risico voor derden en dat de hulpverleningsinterventie hiervoor geen uitweg biedt, dan deelt hij de probleemsituatie mee aan de justitieassistent. Ondermeer op basis van dit rapport evalueert deze dienst de situatie en stelt zij een rapport op ten behoeve van de bevoegde overheid. Het is de verantwoordelijkheid van deze overheid om maatregelen te treffen met oog op het voorkomen van recidive.

De wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, die in voege treedt op een door de koning te bepalen datum, voorziet in artikel 7 laatste lid en in artikel 16, § 4, laatste lid, in een meldingsrecht ingeval van onderbreking van de begeleiding of behandeling en bij moeilijkheden bij de uitvoering ervan.

De justitiecliënt is op de hoogte van deze rapportage-afspraken bij middel van de prestatieverbintenis die hij voor kennisname en akkoord ondertekent.

Registratie en wetenschappelijk onderzoek

Met het oog op het uitvoeren van wetenschappelijk onderzoek en de evaluatie van het preventiebeleid is het wenselijk dat de intra- en extra-penitentiaire gespecialiseerde teams evenals de justitieassistenten gegevens met betrekking tot de psychosociale begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik bijhouden.

Om dit te verwezenlijken zal door een netwerk van gespecialiseerde teams en voorzieningen, in onderling overleg en in samenwerking met de steuncentra een model van registratie en een algemene beoordelingsmethode specifiek voor daders van seksueel misbruik worden uitgewerkt. Hierbij zal rekening worden gehouden met de behoefte van de Vlaamse Gemeenschap om deze registratie te integreren in haar bestaande en toekomstige initiatieven van registratie en monitoring, dit met het oog op een deugdelijk preventie- welzijns- en gezondheidsbeleid.

Artikel 10

De bevoegde justitiële overheid kan geen psychosociale begeleiding of behandeling opleggen aan een gespecialiseerde voorziening van de gemeenschappen en zal bij een weigering of stopzetting door deze laatste een andere oplossing zoeken. Maar aangezien een probleemgerichte begeleiding de nodige continuïteit vereist is collegiaal overleg aangewezen.

Artikel 12

De jaarlijkse evaluatie van dit samenwerkingsakkoord moet toelaten de inspanningen voor een coherente en gecoördineerde aanpak van daders van seksueel misbruik te toetsen en bij te sturen. Te dien einde kan het begeleidingscomité een externe audit instellen met het oog op een concrete evaluatie van het behandelingsverloop in de praktijk.

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) De term delinquent heeft hier zowel betrekking op veroordeelden en geïnterneerden als op verdachten of beklagden.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik

Gelet op artikel 128, § 1, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, I, 1° en II, 2° en 7°, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, en artikel 92*bis*, § 1, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel en de wet van 9 april 1930 zoals vervangen door de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, beide gewijzigd door de wet van 13 april 1995, inzonderheid door de artikelen 6, 7 en 8 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen;

Gelet op de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, inzonderheid artikel 3, § 3, 4°, artikel 4, § 5, 3de lid en artikel 7, 3de tot en met 5de lid;

Overwegende dat de specifieke problematiek van het seksueel misbruik het noodzakelijk maakt dat de samenwerking niet wordt beperkt tot het seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen;

Overwegende dat een structurele samenwerking tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap vereist is om de persoonlijke, relationele en maatschappelijke ontwikkeling van daders van seksueel misbruik te begeleiden en hun reïntegratie in de maatschappij te bevorderen teneinde herhaling van seksueel misbruik, inzonderheid ten aanzien van minderjarigen, te voorkomen;

de Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Justitie,

en

de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse regering in de persoon van de minister-president, van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid en van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn;

In functie van hun respectieve bevoegdheden, zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° gespecialiseerde psychosociale teams : multidisciplinaire equipes (minstens samengesteld uit een maatschappelijk assistent, een psycholoog, en een psychiater) die gespecialiseerd zijn in de problematiek van daders van seksueel misbruik en die werkzaam zijn binnen de strafinrichtingen en de inrichtingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij;

2° bevoegde overheid : naargelang het juridische kader, bedoeld in artikel 2, 1° tot en met 7°, zal het hier gaan om de Minister van Justitie, de gerechtelijke overheid, de probatiecommissie, de commissie tot bescherming van de maatschappij of de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling;

3° steuncentra : centra die ondersteuning bieden aan de gespecialiseerde psychosociale teams van de strafinrichtingen en de inrichtingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij en aan de gespecialiseerde voorzieningen inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik;

4° gespecialiseerde voorzieningen : centra voor geestelijke gezondheidszorg en centra voor algemeen welzijnswerk, die de extrapenitentiaire ambulante begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik op zich nemen;

5° justitieassistenten : ambtenaren van het ministerie van Justitie, die buiten de gevangenis werken en die voorheen probatieassistent, maatschappelijk assistent van de buitendienst, bemiddelingsassistent, werden genoemd;

6° prestatieverbintenis : een geschrift dat wordt ondertekend door de betrokken justitieassistent, de betrokken begeleider van de gespecialiseerde voorziening en de betrokken persoon, bedoeld in artikel 2, waarin de te ondernemen acties bij de begeleiding en behandeling van laatstgenoemde persoon worden vastgelegd, evenals de wijze van samenwerking tussen voornoemde partijen;

7° begeleidingscomité : comité belast met de jaarlijkse evaluatie van de toepassing van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord heeft betrekking op de begeleiding en behandeling van personen die feiten als bedoeld in artikel 372 tot en met 386*ter* van het Strafwetboek hebben gepleegd of van het plegen van die feiten verdacht worden, hierna de betrokken persoon genoemd, en die onder de toepassing vallen van één van de hierna vermelde regelingen of voor de toepassing ervan in aanmerking komen :

1° de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel;

2° de wet van 9 april 1930, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1964, tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers;

3° de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

4° de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

5° artikel 216*ter* van het wetboek van strafvordering;

6° de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers;

7° de omzendbrieven van de Minister van Justitie inzake voorlopige invrijheidstelling.

Art. 3. De Minister van Justitie richt in een aantal strafinrichtingen en inrichtingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij gespecialiseerde psychosociale teams op.

De gespecialiseerde psychosociale teams vervullen volgende taken :

- 1° uitvoeren van multidisciplinair persoonlijkheidsonderzoek;
- 2° realiseren van een intrapenitentiair pretherapeutisch begeleidingsprogramma ter voorbereiding van de extrapenitentiaire begeleiding of behandeling;
- 3° verlenen van advies inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelden en de vrijstelling op proef van geïnterneerden ten behoeve van de bevoegde overheid;
- 4° samenwerken en overleg plegen met de steuncentra en met de gespecialiseerde voorzieningen;
- 5° meewerken aan een registratiemodel als bedoeld in artikel 9, 5°.

De lijst van de inrichtingen en afdelingen wordt als bijlage I bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. Elke wijziging van deze lijst wordt zo vlug mogelijk door de Minister van Justitie aan de Vlaamse minister bevoegd voor het Gezondheidsbeleid en aan de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen meegedeeld.

Art. 4. De justitieassistenten staan in voor de hierna vermelde taken :

- 1° alle informatie die noodzakelijk is voor de aan de individuele problematiek van de betrokken persoon aangepaste begeleiding of behandeling ter beschikking stellen van de gespecialiseerde voorziening;
- 2° voorafgaandelijk overleg plegen met de gespecialiseerde voorziening omtrent de mogelijkheid van een extrapenitentiaire psychosociale begeleiding of behandeling in het kader van een voorwaardelijke invrijheidstelling op proef;
- 3° erover waken dat voorafgaandelijk de afspraken betreffende de extrapenitentiaire psychosociale begeleiding of behandeling genoteerd worden in een prestatieverbintenis conform het model gevoegd als bijlage II bij dit samenwerkingsakkoord en dat deze prestatieverbintenis wordt ondertekend door de betrokken persoon, de begeleider van de gespecialiseerde voorziening en de justitieassistent;
- 4° de betrokken persoon begeleiden en motiveren tot naleving van de opgelegde voorwaarden en toezien op de naleving ervan;
- 5° in het kader van het individueel geval de samenwerking tussen de betrokken diensten van justitie en welzijns- en gezondheidszorg coördineren. Hierbij wordt regelmatig overleg gepleegd met de gespecialiseerde voorziening die de psychosociale begeleiding of behandeling op zich neemt;
- 6° regelmatig een verslag over de betrokken persoon opstellen ten behoeve van de bevoegde overheid, binnen de maand na de invrijheidstelling of de inwerkingtreding van de voorwaarden, ten minste om de zes maanden, bij wijzigingen in de situatie en verder als de bevoegde overheid het vraagt;
- 7° in spoedeisend geval rechtstreeks verslag indienen bij de procureur des Konings en de bevoegde overheid verwittigen;
- 8° meewerken aan een registratiemodel als bedoeld in artikel 9, 5°.

Art. 5. De Minister van Justitie richt steuncentra op die voor het uitvoeren van volgende taken worden gesubsidieerd :

- 1° vervullen van een consultatiefunctie op vraag van de gespecialiseerde psychosociale teams, de justitieassistenten en de gespecialiseerde voorzieningen;
- 2° verstrekken van wetenschappelijke informatie aan de gespecialiseerde psychosociale teams, de justitieassistenten en de gespecialiseerde voorzieningen;
- 3° verstrekken van logistieke steun voor diagnostiek en behandeling aan de gespecialiseerde psychosociale teams, de justitieassistenten en de gespecialiseerde voorzieningen;
- 4° uitvoeren van wetenschappelijk onderzoek, onder meer op basis van gegevens afkomstig van de gespecialiseerde psychosociale teams, de justitieassistenten en de gespecialiseerde voorzieningen (zie ook artikel 9, 5°);
- 5° bijdragen tot specifieke opleidingen van de gespecialiseerde psychosociale teams, de justitieassistenten en de gespecialiseerde voorzieningen;
- 6° meewerken aan informatieve acties op vraag van de Minister van Justitie;
- 7° minstens éénmaal per jaar onderling overleg plegen met het oog op informatie-uitwisseling en afstemming van hun respectieve werkingen;
- 8° opstellen van een werkingsverslag ten behoeve van de ministers betrokken bij dit samenwerkingsakkoord, uiterlijk op 31 januari volgend op het werkingsjaar.

De lijst van de steuncentra wordt als bijlage III bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. Elke wijziging van deze lijst wordt zo vlug mogelijk door de Minister van Justitie aan de Vlaamse minister bevoegd voor het Gezondheidsbeleid en aan de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen meegedeeld.

Art. 6. De steuncentra vervullen eveneens de taken, bedoeld in artikel 9, 1°, 2° en 3°.

Artikelen 10 en 11 zijn van overeenkomstige toepassing.

Art. 7. De Vlaamse minister, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, respectievelijk de Vlaamse minister, bevoegd voor de Bijstand aan Personen, wijzen per provincie alsook voor het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad één of meer door de Vlaamse Gemeenschap erkende en gesubsidieerde centra voor geestelijke gezondheidszorg en één of meer door de Vlaamse Gemeenschap erkende en gesubsidieerde centra voor algemeen welzijnswerk aan als gespecialiseerde voorzieningen inzake de extrapenitentiaire psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik.

Personen die feiten als bedoeld in artikel 372 tot en met 386ter van het Strafwetboek hebben gepleegd of van het plegen van die feiten verdacht worden en voor zover minderjarigen hiervan het slachtoffer waren, worden verwezen naar centra voor geestelijke gezondheidszorg. In deze centra ligt de eindverantwoordelijkheid bij de medicus. De andere gevallen kunnen voor extrapenitentiaire begeleiding zowel naar de centra voor algemeen welzijnswerk als naar de centra voor geestelijke gezondheidszorg verwezen worden.

De lijst van de gespecialiseerde voorzieningen, wordt als bijlage IV bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. Elke wijziging van deze lijst wordt zo vlug mogelijk door de Vlaamse minister bevoegd voor het gezondheidsbeleid of de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen aan de minister van Justitie meegedeeld.

Art. 8. De gespecialiseerde voorzieningen beantwoorden minstens aan volgende criteria :

- 1° rechtspersoonlijkheid bezitten of deel uitmaken van een centrum dat over rechtspersoonlijkheid beschikt;
- 2° beschikken over een multidisciplinair samengesteld team voor psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik;
- 3° beschikken over de bekwaamheid om, op basis van een nauwkeurige diagnostiek, geëigende behandelingsmethodieken voor psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik - die overeenstemmen met de erkende klinische ervaring en de wetenschappelijke internationale inzichten op dit vlak - toe te passen;
- 4° deelnemen aan door de bevoegde overheid erkende of gesubsidieerde permanente vorming in België of in het buitenland, op het vlak van psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik;
- 5° bereid zijn de taken, bedoeld in artikel 9 van dit samenwerkingsakkoord te vervullen.

Art. 9. De gespecialiseerde voorzieningen vervullen de hiernavolgende taken :

- 1° advies verlenen inzake daders van seksueel misbruik die vallen onder één van de regelingen, bedoeld in artikel 2, 1° tot en met 7°, zonder afbreuk te doen aan de taak van de gespecialiseerde psychosociale teams werkzaam in de strafinrichtingen en inrichtingen tot bescherming van de maatschappij;
- 2° instaan voor de gepaste extrapenitentiaire begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik waarvoor voorafgaandelijk een prestatieverbintenis wordt ondertekend en waarbij de naam van de gespecialiseerde voorziening wordt vermeld in de beslissing van de bevoegde overheid die tevens de voorwaarden bepaalt;
- 3° opstellen van een verslag over de opvolging van de begeleiding of de behandeling ten behoeve van de bevoegde overheid en de justitieassistent, binnen de maand na de inwerkingtreding van de gestelde begeleidings- en behandelingsvoorwaarden, telkens als de begeleidende dienst het nuttig acht, als de bevoegde overheid het vraagt, bij wijzigingen in de situatie, en tenminste om de zes maanden.

In het verslag bedoeld in het eerste lid, 3°, worden de volgende punten behandeld :

- 1° data en uren van gemaakte afspraken;
- 2° afwezigheden die niet gerechtvaardigd zijn;
- 3° eenzijdige stopzetting van de behandeling door de betrokken persoon;
- 4° mate waarin de betrokken persoon een inspanning levert om nuttig gebruik te maken van de begeleidings-sessies;
- 5° situaties van acute sociale gevaarlijkheid met ernstig risico voor derden;

Dit verslag wordt aan de justitieassistent bezorgd. In geval van spoedeisendheid en onbereikbaarheid van de justitieassistent wordt rechtstreeks verslag uitgebracht aan de procureur des Konings;

4° opstellen van een werkingsverslag met een specifiek deel over kwantitatieve en kwalitatieve gegevens inzake de psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik vóór 31 januari volgend op het werkingsjaar, ten behoeve van de Vlaamse minister, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, en de Vlaamse minister, bevoegd voor de Bijstand aan Personen die dit jaarverslag op hun beurt bezorgen aan de Minister van Justitie;

5° meewerken aan een registratiemodel conform de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, met het oog op wetenschappelijk onderzoek en de evaluatie van het beleid inzake de psychosociale begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik. Het registratiemodel, bedoeld in het eerste lid, 5°, wordt in onderling overleg tussen vertegenwoordigers van de gespecialiseerde voorzieningen, de steuncentra, het directoraat-generaal Strafinrichtingen, het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie en de dienst voor het Strafrechtelijk beleid van het Ministerie van Justitie evenals het begeleidingscomité als bedoeld in artikel 12, uitgewerkt.

Art. 10. Een gespecialiseerde voorziening kan weigeren op een verzoek om adviesverlening in te gaan en kan een begeleidings- of behandelingsopdracht weigeren of stopzetten. In dat geval zal zij de bevoegde overheid hiervan onmiddellijk in kennis stellen.

De stopzetting van een begeleiding of behandeling is het onderwerp van een overleg tussen de bevoegde overheid, de gespecialiseerde voorziening, de justitieassistent en de betrokken persoon.

In afwachting van een andere regeling die de continuïteit van de psychosociale begeleiding of behandeling waarborgt, wordt de betrokken persoon gedurende maximaal één maand verder begeleid door de gespecialiseerde voorziening.

Art. 11. Om een gemotiveerde reden kan de gespecialiseerde voorziening, mits akkoord van de bevoegde overheid, de psychosociale begeleiding of behandeling geheel of gedeeltelijk overdragen aan een andere gespecialiseerde voorziening, een steuncentrum of een individuele therapeut die de nodige specialisatie kan voorleggen. Deze bevestiging zijn instemming met de begeleidings- of behandelingsopdracht ten opzichte van de bevoegde overheid, die haar akkoord schriftelijk bekrachtigt.

Art. 12. Een begeleidingscomité samengesteld uit acht leden, waarvan er vier worden aangewezen door de Minister van Justitie, twee door de Vlaamse minister bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, en twee door de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen, wordt opgericht. Voor elk van de leden worden één of meerdere plaatsvervangers aangeduid. Dit begeleidingscomité zal de werking van het samenwerkingsakkoord jaarlijks evalueren en hierover een rapport opstellen ten behoeve van voornoemde ministers, uiterlijk drie maanden na ontvangst van de werkingsverslagen, bedoeld in artikel 5, 8° en artikel 9, 4°.

Minstens één maal per jaar vindt landelijk een vergadering plaats van de begeleidingscomités, opgericht in het kader van de samenwerkingsakkoorden tussen de Federale Staat en de Gemeenschappen en Gewesten inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik, met het oog op informatieuitwisseling en afstemming van de respectieve werkingen en het formuleren van beleidsaanbevelingen ten behoeve van de betrokken ministers.

Art. 13. In geval van betwistingen is uitsluitend een arbitragecommissie samengesteld uit de leidende ambtenaren van het directoraat-generaal Strafinrichtingen en het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van het Ministerie van Justitie en de leidende ambtenaren van de administratie Gezondheidszorg en van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of uit hun vertegenwoordigers.

Art. 14. Dit samenwerkingsakkoord geldt voor een proefperiode van twee jaar en wordt telkens met een jaar stilzwijgend verlengd indien het niet schriftelijk wordt opgezegd drie maanden voor het einde van de periode. Bij een verlenging wordt rekening gehouden met de evaluatie, bedoeld in artikel 12 van dit akkoord.

Art. 15. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking tien dagen nadat zowel de wet als het decreet die dit samenwerkingsakkoord goedkeuren, bekendgemaakt zijn in het *Belgisch Staatsblad*.

Gedaan te Brussel op 8 oktober 1998 in drie originele exemplaren, waarvan één voor de Federale Staat en twee voor de Vlaamse Gemeenschap.

Voor de Federale Staat :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,
L. MARTENS

Bijlagen gezien om te worden toegevoegd bij het samenwerkingsakkoord
tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap
inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik getekend op 8 oktober 1998

Bijlage I

**Gespecialiseerde psychosociale teams werkzaam in de Strafinrichtingen en inrichtingen
of afdelingen tot bescherming van de maatschappij**

GEVANGENIS	ADRES	TELEFOON	FAX	CONTACTPERSOON Lokale directeur psychosociale dienst
PENITENTIAIR COMPLEX BRUGGE	Lege Weg 200 8200 St-Andries-Brugge	050/45.71.11	050/45.71.23	Mevr. DE WAELE
PENITENTIAIR SCHOOLCENTRUM HOOGSTRATEN	Gelmelstraat 131 2320 Hoogstraten	03/314.50.18	03/314.81.25	Mr. BUTS
CENTRALE GEVANGENIS LEUVEN	Geldenaakse Vest 68 3000 Leuven	016/31.03.50	016/31.03.61	Mr. VERSCHUEREN
STRAFINRICHTING MERKSPLAS (geïnterneerden)	Steenweg op Wortel 2330 Merksplas	014/63.32.24	014/63.51.41	Mevr. RUTTENS

Bijlage II
Prestatieverbinten

De heer/Mevrouw
 Ingeschreven te
 Adres
 Telefoon
 Momenteel verblijvende te

 Adres
 Telefoon

hierna genoemd **de betrokkene,**

en

De Belgische Staat,
 Ministerie van Justitie
 vertegenwoordigd door :

Naam
 Werkadres
 Telefoon
 Bereikbaarheid (permanentie) :

hierna genoemd **de justitieassistent,**

en

Naam organisatie
 Naam begeleider
 werkadres
 Telefoon
 Bereikbaarheid :

hierna genoemd **de gespecialiseerde voorziening,**

sluiten volgende overeenkomst :

1. Partijen bevestigen er kennis van te hebben dat de heer/mevrouw in aanmerking komt voor/geniet van alternatieve maatregelen in toepassing van :

1.1. de wet van 31 mei 1888 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling/de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling

1.2. de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis

1.3. de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie

1.4. de wet van 1 juli 1964 betreffende de bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en gewoontemisdadigers

1.5. artikel 216ter van het wetboek van Strafvordering

1.6. een voorlopige invrijheidstelling

(schrappen wat niet past)

voor een periode van.....

de bijzondere voorwaarden zijn

.....

.....

2. De gespecialiseerde voorziening verklaart zich bereid de heer/mevr

tijdens de periode.....te begeleiden op het vlak van :

.....

.....

.....

3. Op eenvoudige aanvraag van de gespecialiseerde voorziening stelt de justitieassistent belast met de begeleiding en het toezicht op de alternatieve maatregelen - zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de rechtelijke overheden - de informatie ter beschikking die noodzakelijk is om een gepaste begeleiding of behandeling te kunnen verzekeren :

In uitvoering van deze bepaling worden volgende stukken meegedeeld aan de gespecialiseerde voorziening, die de begeleiding op zich zal nemen :

.....

.....

.....

.....

De betrokkene verklaart zich akkoord dat deze nuttige elementen uit zijn penitentiaire- en strafdossiers kenbaar gemaakt worden aan de gespecialiseerde voorziening.

4. De justitieassistent begeleidt de heer/Mevr.
bij zijn/haar inspanningen tot (re)integratie in de samenleving, houdt toezicht op de naleving van de voorwaarden en coördineert de verschillende interventies.

5. De heer/Mvr. verklaart zich bereid volgende afspraken rond deze begeleiding na te leven :

5.1. met de gespecialiseerde voorziening :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

5.2. met de justitieassistent :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

6. Deze afspraken kunnen gewijzigd worden, ook op verzoek van de betrokkene, na akkoord tussen de gespecialiseerde voorziening en de justitieassistent.

7. De gespecialiseerde voorziening verklaart zich bereid om, binnen de maand na de inwerkingtreding van de gestelde begeleidingsvoorwaarden, ten minste om de.....maand en verder als de justitieassistent het vraagt, een verslag over betrokkene uit te brengen ten behoeve van de bevoegde overheid en de justitieassistent.

In het verslag worden onderstaande punten behandeld :

- data en uren van gemaakte afspraken;
- afwezigheden die niet gerechtvaardigd zijn;
- eenzijdige stopzetting van de behandeling door de betrokkene;
- mate waarin betrokkene een inspanning levert om nuttig gebruik te maken van deze consultaties;
- situaties van acute sociale gevaarlijkheid met ernstig risico voor derden.

8. De justitieassistent neemt regelmatig contact op met de gespecialiseerde voorziening om de stand van de maatschappelijke (re)integratie van de betrokkene te bespreken.

Hij rapporteert aan de bevoegde overheid binnen de maand na de invrijheidstelling en verder telkens hij het nuttig acht, telkens de bevoegde overheid hem hierom verzoekt en tenminste om de 6 maanden.

9. In geval van hoogdringendheid kan de justitieassistent rechtstreeks contact opnemen met de procureur des Konings. Bij onbereikbaarheid van de justitieassistent, geldt dit eveneens voor de gespecialiseerde voorziening.

10. De gespecialiseerde voorziening die een begeleidings- of behandelingsopdracht wil stopzetten, zal de justitieassistent hiervan onmiddellijk in kennis stellen.

Die stopzetting van de begeleiding maakt het voorwerp uit van een overleg tussen de gespecialiseerde voorziening, de justitieassistent, de betrokkene en de bevoegde overheid.

In afwachting van een andere regeling die de continuïteit van de psychosociale begeleiding of behandeling waarborgt, wordt betrokkene verder begeleid door de gespecialiseerde voorziening gedurende maximum een maand.

11. De heer/Mevr. kan aan de justitieassistent of aan de bevoegde overheid belast met het toezicht voorstellen om de begeleiding of behandeling door de gespecialiseerde voorziening te beëindigen of om zijn voorwaarden te wijzigen/te versoepelen.

Telkens bepaalt deze overheid of de begeleiding moet verder gezet worden evenals de identiteit van de eventuele nieuwe gespecialiseerde voorziening.

12. Deze verbintenis is opgesteld en ondertekend in vier exemplaren waarvan elke partij erkent er één ontvangen te hebben; het vierde exemplaar wordt overgemaakt aan de Dienst Individuele Gevallen en Genade bij het Ministerie van Justitie.

Namens de bevoegde overheid :

Namens de gespecialiseerde voorziening,

De betrokkene,

De justitieassistent

Bijlage III

Steuncentra

Nederlandstalig landsgedeelte

Universiteit Forensisch Centrum (U.F.C.)

Universitaire Instelling Antwerpen
Wilrijkstraat 10
2650 Edegem
Tel. : 03/ 821.34.39
Fax : 03/ 821.16.41

Waalse Gewest

Unité Pilote de Psychopathologie Légale (UPPL)

Centre hospitalier "Les Marronniers"
Rue Despars
7500 TOURNAI
Tel. : 069/ 88.02.11 - ext. 454
Fax : 069/ 88.02.53

Bijlage IV

Gespecialiseerde voorzieningen van de Vlaamse Gemeenschap**A. Centra voor Geestelijke Gezondheidszorg**

1. Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg
President Rooseveltplein 12a
8500 Kortrijk
tel. 058/24.09.00
fax 056/24.09.82

2. Centrum Godfried Elsen
Stationsstraat 127
9730 Beemem
tel. 050/78.15.77
fax 050/78.90.37

3. Advies- en Beleidingscentrum St. Amandsberg
Azaleastraat 27
9040 Sint-Amandsberg
tel. 09/228.77.78
09/228.88.27
fax 09/228.74.25

4. Consultatiebureau Fonds Charles Andersen
Kardinaal Mercierlei 15
2600 Berchem
tel. 03/230.73.75
fax 03/230.90.53

5. Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg
Smalvoortstraat 2
2300 Turnhout
tel. 014/47.09.67
fax 014/47.07.10

6. AENEAS - Advies- en Begeleidingscentrum
Beigemsesteenweg 35
1850 Grimbergen
tel. 02/269.90.33
fax 02/270.38.38

7. Universitair Consultatiebureau voor Geestelijke Gezondheidszorg
Kapucijnenvoer 35
3000 Leuven
tel. 016/33.69.32
fax 016/33.69.33

8. Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg
Putstraat 7
3700 Tongeren
tel. 012/23.44.91
fax 012/23.60.84

B. Centra voor algemeen welzijnswerk

1. Sociaal Centrum
Groeningestraat 28
8500 Kortrijk
tel. : 056/21.06.10
fax : 056/21.06.40

2. Centrum Algemeen Welzijnswerk Kempen
Stationsstraat 2
2200 Herentals
tel. : 014/21.08.08
fax : 014/22.63.42

3. Gents Welzijnscentrum
Pekelharing 6
9000 Gent
tel. : 09/225.00.02
fax : 09/224.25.50

4. Pluralistisch Centrum voor Algemeen Welzijnswerk Limburg
Guffenslaan 68
3500 Hasselt
tel. : 011/21.20.20
fax : 011/28.46.42

5. Polyvalent Centrum Ambulant Welzijnswerk Groot Eiland
Groot Eiland 84
1000 Brussel
tel. : 02/502.66.00